

● ALGÉRIE-MALI

**Retour à Bamako
de l'ambassadeur
algérien auprès
du Mali**

(P5)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● ACADÉMIE MILITAIRE DE CHERCHELL

Le président Tebboune préside la sortie de promotions

(P5)



NOUVELLE FLOTTE, NOUVELLES DESTINATIONS

Air Algérie renforce son ancrage mondial

En modernisant sa flotte et en développant ses infrastructures, la compagnie nationale Air Algérie adopte une stratégie qui devrait placer l'Algérie comme un hub régional de transport aérien. En effet, la flotte d'Air Algérie vient de s'enrichir par l'acquisition de deux nouveaux appareils, faisant partie de la mise en œuvre d'un programme ambitieux d'acquisition de 18 nouveaux appareils Boeing et Airbus.

(Lire en Page 4)



● JOURNÉE AFRICAINE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Mousserati : « le fléau de la corruption sape les structures économiques et sociales des nations »

(P3)

● PALESTINE OCCUPÉE

Un million de femmes et de jeunes filles privées d'aide humanitaire depuis janvier 2025

(P12)

«Juba II...Les épouses de Césarée» : Fadela Melhak revisite l'histoire de la Numidie sous un angle humain



Dans son nouvel ouvrage intitulé «Juba II...Les épouses de Césarée», publié aux éditions Dar El Oumma, la romancière Fadela Melhak propose une relecture romanesque de l'histoire de la Numidie à travers le personnage du roi Juba II, dans une œuvre qui mêle faits historiques et fiction littéraire, tout en revisitant les rapports complexes entre le pouvoir, l'identité et l'appartenance. L'écrivaine adopte une approche qui rompt avec les récits historiques classiques. Elle ne fait pas des rois le centre de son récit, mais déplace la narration vers «le bas de l'échelle», selon sa propre expression, où vivent les esclaves et les marginalisés, dont les voix ont été absentes des ouvrages d'histoire. Elle estime que ces derniers détiennent «l'essence de la vérité» sur les parcours des peuples, des palais et des rois.

Au début du roman, l'auteure dépeint la nature à travers des tableaux où alternent la douceur du printemps et un ciel assombri, déchiré par les éclairs, les vents et le tonnerre, une mise en scène qui constitue une métaphore des ravages des guerres et des souffrances qu'elles engendrent, avant d'ouvrir la voie au parcours de Juba II, arraché à sa terre natale alors qu'il n'était encore qu'un enfant, après la chute de la Numidie. Le roman revient également sur la transformation qu'a connue le roi numide après avoir porté le nom de Gaius Julius Juba, nom que lui attribua Octavien après qu'il eut obtenu la citoyenneté romaine à l'âge de douze ans, en référence à son passage de son monde originel à l'univers romain et au conflit entre l'identité et l'appartenance qui accompagna cette transition.

Le roman rend compte également de la vision de classe qui régissait la société romaine, soulignant que Juba, en dépit de sa proximité avec Octavien et de l'étendue de sa culture, ne bénéficia d'aucun statut officiel au sein de la hiérarchie du pouvoir, ce qui le conduisit à se tourner vers le savoir et la recherche scientifique, l'auteure mettant ainsi en exergue son attachement aux livres et ses tentatives d'exploration des sources du Nil, tout en évoquant son union avec Cléopâtre Séléné.

La romancière consacre également une partie de son œuvre à la vie sociale en Numidie, notamment dans le quatrième chapitre, intitulé «L'appel de la Touiza», où elle dépeint le quotidien de la tribu de «Tazirt», en décrivant le tressage des paniers, les travaux sur les versants escarpés et la moisson des épis, évoquant ainsi les valeurs de la Touiza, fondées sur la solidarité, l'entraide, et le travail collectif, qui caractérisaient la société numide.

A travers ses différents chapitres, le roman présente Juba II comme un personnage ayant vécu entre deux mondes : celui de la guerre et de la captivité, d'une part, et celui de l'éducation et du savoir, d'autre part.

Il propose une relecture d'une période charnière de l'histoire ancienne de l'Algérie, en offrant un récit littéraire qui ravive la mémoire et l'identité et redonne une voix à ceux que l'histoire a relégués dans l'ombre.

Italie : plusieurs incendies de forêt se déclarent sur l'île de Sicile

Plusieurs incendies de forêt se sont déclarés dans la région de Palerme, sur l'île italienne de Sicile, entraînant la mobilisation de moyens aériens et terrestres pour les maîtriser, samedi selon les médias locaux. Des incendies ont été signalés dans plusieurs secteurs de la région métropolitaine de



Palerme, notamment à Montelepre, Roccapalumba, Castronovo di Sicilia et Prizzi, selon l'agence de presse italienne ANSA.

Dans la zone de Sagana, à Montelepre, un incendie s'est déclaré vendredi soir et était toujours actif samedi.

À Roccapalumba, environ 30 hectares ont été touchés par les flammes dans les secteurs d'Ina Casa, Timpi et Borgo Manganaro.

Des hélicoptères ainsi que des avions bombardiers d'eau Canadair ont été déployés pour lutter contre les incendies, aux côtés des sapeurs-pompiers, des agents forestiers et des équipes de la protection civile.

Selon le rapport, les équipes d'urgence ont également passé plusieurs heures à intervenir sur des incendies dans la zone de Filici, à Castronovo di Sicilia, ainsi qu'à proximité de la jonction de Manganaro, à Prizzi.

Suède: des centaines de personnes manifestent contre les attaques de l'entité sioniste et les violations du cessez-le-feu à Gaza

Des centaines de personnes se sont rassemblées samedi dans la capitale suédoise, Stockholm, pour protester contre les attaques israéliennes à Gaza, les violations du cessez-le-feu et les restrictions imposées à l'entrée de l'aide humanitaire dans l'enclave.

Les manifestants se sont réunis sur la place Odenplan à la suite d'appels lancés par plusieurs organisations de la société civile.

Des protestataires portant des drapeaux palestiniens ont scandé des slogans contre Israël et appelé à la levée immédiate du blocus imposé à Gaza.

Ils ont également accusé Israël de violer le cessez-le-feu conclu le 10 octobre 2025. Dror Feiler, militant juif suédois et président de l'organisation European Jews for a Just Peace, a déclaré à Anadolu que les manifestants défendaient les droits des Palestiniens, la justice et l'égalité.

« Une paix obtenue sans justice n'est pas une véritable paix et conduira finalement à une nouvelle guerre », a déclaré Feiler.

Il a accusé la communauté internationale de détourner le regard face à ce qu'il a qualifié de crimes contre l'humanité présumés et de violations du droit international à Gaza.

Feiler a également critiqué ce qu'il a décrit comme l'effondrement de l'ordre international et des lois établies après la Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste, affirmant que les acteurs puissants appliquent les règles en fonction de leurs propres intérêts.

Rejetant les accusations d'antisémitisme visant les manifestations, il a déclaré que les protestataires s'opposaient à l'oppression, quel que soit celui qui l'exerce.

« Critiquer le gouvernement israélien ou le sionisme... ne fait pas de quelqu'un un antisémite », a déclaré Feiler.



Apple poursuit OpenAI pour détournement présumé d'informations confidentielles

Apple a déposé plainte vendredi contre OpenAI devant un tribunal fédéral de San Jose, en Californie, accusant le créateur de ChatGPT d'avoir orchestré un vol systématique d'informations confidentielles sur ses futurs produits, selon un document judiciaire consulté par CNBC. Selon le document judiciaire, cité par le site américain 9to5Mac, des employés d'OpenAI auraient détourné des secrets industriels d'Apple portant sur des technologies de puces, des composants et des relations avec des fournisseurs, dans le cadre du développement du premier appareil physique de la start-up californienne.

« À tous les niveaux, des membres de son équipe technique jusqu'à son responsable hardware, et en coordination avec ses partenaires commerciaux, OpenAI a volé les secrets industriels et les informations confidentielles d'Apple », affirme la plainte, citée par CNBC. La procédure cible notamment deux anciens salariés d'Apple aujourd'hui employés par OpenAI. Selon des informations rapportées par MacGeneration, Tang Tan, qui a dirigé pendant plusieurs années le design produit du géant américain avant de rejoindre la division hardware d'OpenAI, est accusé d'avoir utilisé des noms de code internes d'Apple pour interroger des candidats à l'embauche encore en poste chez son ancien employeur. Il leur aurait aussi demandé d'apporter des pièces matérielles réelles batteries, cartes logiques, composants lors d'entretiens présentés comme des séances de « show and tell », précise 9to5Mac. Le second, Chang Liu, ancien ingénieur électrique, est accusé, selon le site iPhoneAddict.fr, d'avoir conservé un ordinateur portable fourni par Apple après son départ et d'avoir exploité une faille de sécurité pour télécharger des documents confidentiels alors qu'il travaillait déjà chez OpenAI.

Xénophobie en Afrique du Sud : le Zimbabwe annonce le retour de plus de 78 000 de ses ressortissants

Plus de 78 000 ressortissants zimbabwéens sont rentrés d'Afrique du Sud depuis la fin du mois de mai, dans un contexte de craintes croissantes liées à d'éventuelles attaques xénophobes après les menaces proférées par des groupes anti-immigration, selon les médias locaux, citant le gouvernement zimbabwéen. D'après les informations rapportées notamment par les quotidiens zimbabwéens The Herald et The Chronicle, le ministre de l'Information, Zhemu Soda, a indiqué mardi que 78 112 Zimbabwéens avaient regagné leur pays depuis le lancement de l'opération de rapatriement le 28 mai. Selon le ministre, 21 291 personnes ont été rapatriées grâce à un dispositif mis en place par le gouvernement, tandis que 56 832 autres sont rentrées par leurs propres moyens. Cette opération a été déclenchée après que des groupes anti-immigration en Afrique du Sud ont lancé un ultimatum officiel exigeant le départ des ressortissants étrangers avant le 30 juin, sous peine de manifestations à travers le pays. Ces menaces ont ravivé les inquiétudes au sein des communautés migrantes, notamment parmi les nombreux Zimbabwéens installés en Afrique du Sud. Les médias locaux soulignent que cette situation a également conduit plusieurs pays africains, dont le Ghana, le Nigeria, le Mozambique, le Malawi et la République démocratique du Congo, à organiser le retour volontaire de leurs ressortissants.

Vietnam : au moins 15 touristes tués dans le naufrage d'un bateau

Au moins 15 touristes ont perdu la vie samedi après le chavirement de leur bateau au large de l'île méridionale vietnamienne de Phu Quoc, selon les médias locaux. Le bateau transportait 32 touristes indiens ainsi que quatre membres d'équipage lorsqu'il s'est soudainement renversé sous l'effet de vents violents et d'une mer agitée, projetant toutes les personnes à bord dans l'eau, a rapporté le quotidien Viet Nam News, citant des responsables locaux.

L'accident s'est produit alors que les touristes revenaient vers le port d'An Thoi depuis May Rut Ngoai, une destination touristique prisée située sur l'île de Phu Quoc.

Par ailleurs, les équipes de secours sont parvenues à sauver 21 personnes. Parmi elles, deux se trouvent dans un état critique. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes de l'accident.

LIGNE MINIÈRE EST

Coup d'accélérateur sur le tronçon Bouchegouf-Dréa

Le chantier stratégique de la ligne minière Est, destinée à relier Annaba à Bled El Hadba sur 422 km, entre dans une phase décisive. Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a ordonné hier, de prendre des mesures pratiques pour accélérer le rythme de réalisation du tronçon Bouchegouf-Dréa, long de 121 km. Afin de respecter les délais de livraison et garantir une coordination étroite sur le terrain entre tous les intervenants. Ces directives ont été données lors d'une réunion de coordination présidée par le ministre au siège du ministère, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des travaux. La rencontre s'est déroulée en présence des cadres centraux du ministère, du directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires, ANESRIF, ainsi que des responsables des deux entreprises chinoises CCCC et CRBC, chargées de la réalisation de ce tronçon. Ces derniers ont fait le déplacement depuis la Chine pour suivre l'avancement du chantier et examiner les moyens d'en accélérer l'exécution. La réunion fait suite à la visite sur le terrain effectuée du 7 au 9 juillet par le DG de l'ANESRIF sur les différents tronçons du projet. Des exposés techniques appuyés par des photos récentes ont permis de mesurer les taux de réalisation atteints sur les travaux de terrassement et les ouvrages d'art.

UN CALENDRIER PRÉCIS POUR LANCER LA POSE DES VOIES

À l'issue des échanges, le ministre a ordonné de fixer un calendrier précis pour la livraison progressive des ouvrages d'art. Cette étape est cruciale : elle conditionne le début de la pose continue des voies ferrées. Abdelkader Djellaoui a également insisté sur le renforcement des chantiers en ressources humaines et

en équipements nécessaires, ainsi que sur la garantie d'une coordination rigoureuse entre les entreprises, les bureaux d'études et l'ANESRIF. Le message est clair : chaque jour gagné sur le génie civil est un jour gagné pour la mise en service. Le tronçon Bouchegouf-Dréa constitue un maillon central de la ligne minière Est. Il traverse les wilayas de Guelma et de Souk Ahras, zones à fort potentiel minier, et doit permettre de désenclaver les gisements de phosphate de Bled El Hadba, l'un des plus importants du pays.

UN PROJET STRATÉGIQUE POUR LE TRANSPORT MINIER ET L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le projet global de la ligne minière Est, reliant Annaba à Bled El Hadba sur 422 km, figure parmi les projets stratégiques visant à soutenir le transport des produits miniers et à renforcer l'infrastructure ferroviaire en Algérie. Une fois achevée, la ligne assurera l'acheminement de millions de tonnes de phosphate et de fer vers le complexe portuaire d'Annaba, réduisant les coûts logistiques et augmentant la compétitivité des exportations algériennes. Au-delà du volet minier, l'infrastructure ouvrira de nouvelles perspectives pour le transport de voyageurs et de marchandises dans l'est du pays. Elle s'inscrit dans la vision des pouvoirs publics de moderniser le réseau ferroviaire, de rééquilibrer les territoires et de créer des pôles de développement autour des corridors logistiques.

MOBILISATION GÉNÉRALE POUR TENIR LES DÉLAIS

Avec l'implication directe des partenaires chinois CCCC et CRBC, l'ANESRIF et les services du ministère, le chantier Bouchegouf-Dréa bénéficie désormais d'un pilotage resserré. Les prochaines semaines seront consacrées à la finalisation des ouvrages d'art, à l'accélération

des terrassements restants et à la préparation des plateformes pour accueillir les rails. L'enjeu est de taille : livrer dans les délais un tronçon clé qui conditionne la rentabilité de l'ensemble de la ligne minière Est. Le succès de ce projet structurant renforcera la souveraineté logistique de l'Algérie et donnera un coup de fouet à la valorisation de ses ressources minières.

ACCÉLÉRATION DES TRAVAUX AU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA AVEC LE RENFORCEMENT DES CHANTIERS EN ÉQUIPEMENTS ET EN MAIN-D'ŒUVRE

Sur l'autre chantier de au port phosphatier d'Annaba Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base a indiqué, que les travaux d'extension, comprenant la réalisation d'un quai minéralier dans le cadre du projet intégré de phosphate, connaissent une progression soutenue, avec le renforcement des chantiers en équipements et en ressources humaines durant les mois de juillet et d'août, en vue d'accélérer la cadence des travaux et de garantir la livraison du projet dans les délais impartis. Une visite de terrain effectuée par le Directeur général de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), accompagné des responsables des entreprises de réalisation, ainsi que d'experts et de techniciens, a permis de constater la poursuite des travaux au niveau des différents chantiers conformément au programme technique établi, selon la même source. La visite a concerné les ateliers de dragage, de remblayage au sable marin, de battage des pieux, réalisés au rythme de dix pieux par jour, ainsi que le chantier de coulage du béton armé, dans le respect des normes techniques et d'ingénierie en vigueur, précise le communiqué. Le ministère précise également que le projet sera renforcé, durant les mois de juillet et d'août, par des



équipements et engins supplémentaires, en plus du doublement des effectifs, afin d'accroître la cadence d'exécution et d'achever les travaux dans les délais fixés.

Le projet d'extension du port phosphatier d'Annaba, qui prévoit la réalisation d'un quai minéralier, constitue l'une des composantes du projet intégré de phosphate. Il vise à renforcer les infrastructures portuaires et à soutenir les capacités logis-

tiques liées au transport et à la transformation du phosphate. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la réalisation des projets d'infrastructures de base et de la mise en œuvre des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, portant sur le suivi régulier sur le terrain des projets stratégiques.

Hamza B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Sonatrach : Nour Eddine Daoudi place le HSE au cœur de la stratégie de développement

La sécurité avant tout. C'est le message martelé par Nour Eddine Daoudi, Président-directeur général de Sonatrach, lors de sa visite de travail et d'inspection menée jeudi dernier à la raffinerie d'Arzew, dans la wilaya d'Oran. Déplacement effectué au lendemain de l'incident survenu à l'unité d'emballage divisionnaire des huiles finies 5L, Unité 3900, pour évaluer la situation sur le terrain et examiner de près les circonstances de l'événement. Sur place, M. Daoudi a souligné « l'importance primordiale du strict respect des exigences en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement » au niveau des installations de production, a indiqué samedi le groupe public dans un communiqué. Une orientation qui dépasse le cadre réactif : pour le PDG, la culture HSE est un prérequis à toute stratégie de développement. Pas d'expansion durable, pas de performance industrielle, sans une maîtrise totale des risques.

Le premier responsable de Sonatrach était accompagné d'une délégation de haut niveau composée des vice-présidents chargés respectivement des activités de transport par canalisations, du raffinage et de la pétrochimie, et de la liquéfaction et de la séparation, ainsi que du P-DG de la filiale Naftal et du directeur exécutif HSE du groupe. Une présence qui traduit la volonté d'impliquer toute la chaîne de commandement dans le pilotage des standards de sécurité. L'incident s'est produit jeudi à 2h30 du matin au niveau de l'Unité 3900. Grâce au déploiement efficace des moyens de lutte anti-incendie de la raffinerie, à l'activation du Plan d'aide mutuel et à la mobilisation du Poste de commandement tactique d'Arzew, appuyé par la Protection civile, la situation a été complètement maîtrisée vers 04h40. Aucun dégât humain n'a été enregistré et les unités de production adjacentes n'ont pas été impactées, précise Sonatrach. Sur le lieu de l'incident, M. Daoudi a pu constater « l'efficacité des mesures d'urgence déployées ainsi que l'organisation mise en place et la réactivité des équipes d'intervention ». Il a exprimé « sa gratitude et ses vifs remerciements à l'ensemble des équipes d'intervention, des cadres techniques de la raffinerie et des acteurs ayant contribué à la maîtrise de l'incident ». Au-delà des félicitations, le P-DG tire de cet épisode une ligne directrice : capitaliser sur le retour d'expérience. Chaque incident, même maîtrisé, doit nourrir les procédures, renforcer la formation et améliorer la résilience des sites. L'objectif est de tendre vers le « zéro incident » sur l'ensemble du patrimoine industriel du groupe.

Ces orientations HSE s'articulent avec les autres axes de développement fixés par la direction générale. La fiabilité opérationnelle. Maintenir les installations aux meilleurs standards internationaux est indispensable pour sécuriser la production, honorer les engagements contractuels à l'export et alimenter le marché national. L'intégration et la valorisation. Le raffinage, la pétrochimie, la liquéfaction et le transport par canalisations doivent fonctionner en synergie pour maximiser la valeur de chaque molécule d'hydrocarbure. La présence des trois vice-présidents aux côtés du P-DG à Arzew illustre cette approche intégrée. La transition et la responsabilité environnementale. Le respect des exigences HSE est aussi la base de la stratégie climat de Sonatrach : réduction du torchage, efficacité énergétique, captage du CO₂, développement de l'hydrogène. Le P-DG fait du HSE le socle d'une croissance compatible avec les engagements environnementaux de l'Algérie. En se rendant immédiatement sur site, Nour Eddine Daoudi imprime un style de management fondé sur la proximité, la responsabilité et l'exemplarité. Pour Sonatrach, le développement passe par l'excellence opérationnelle et la sécurité. Deux conditions indissociables pour consolider la place du groupe comme acteur énergétique majeur, fiable et responsable sur la scène internationale.

R. N.

JOURNÉE AFRICAINE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Mousserati : « le fléau de la corruption sape les structures économiques et sociales des nations »

Les travaux d'une journée d'étude sur l'indice de Performance d'intégrité "Nazaha" ont débuté, hier, au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et ce, à l'occasion de la célébration de la Journée africaine de lutte contre la corruption. La cérémonie d'ouverture de cette journée d'étude a été présidée par la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HAT-PLC), Mme Salima Mousserati, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, de plusieurs membres du Gouvernement, du premier président de la Cour suprême, M. Tahar Mamouni, du président du Conseil d'Etat, M. Mohammed Bennaceur, et du Médiateur de la République, M. Mohamed Hattab, aux côtés de

responsables et représentants d'institutions et d'institutions nationales, ainsi que d'organismes relevant de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Union africaine (UA). Dans son allocution d'ouverture, Mme Mousserati a souligné que "le fléau de la corruption sape désormais les structures économiques et sociales des nations, menace la stabilité et alimente la criminalité organisée", relevant que la lutte contre la corruption "n'est plus un choix mais une obligation internationale exigeant des pays africains une coordination afin de concrétiser la bonne gouvernance et la justice sociale". Organisée en coordination avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), cette journée d'étude est placée sous le thème : "De l'évaluation des efforts de lutte contre la corruption dans le secteur administratif public à l'ancrage des règles de conformité dans le secteur

économique". Un film documentaire a également été projeté, mettant en avant les réformes engagées ces dernières années par l'Algérie sous la conduite du président de la République pour lutter contre la corruption et renforcer la transparence, tout en soulignant les efforts de l'Algérie sur les scènes africaine et internationale pour contrer ce fléau et développer l'action africaine commune en la matière.

A cette occasion, M. Saïd Sayoud a été distingué, en reconnaissance des efforts déployés dans le cadre de l'indice de performance d'Intégrité "Nazaha" de l'année 2025, lancé par les institutions sous tutelle du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, à l'instar de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) et de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), à travers les initiatives et les pratiques concrétisées dans ce domaine.

R.N.

NOUVELLE FLOTTE, NOUVELLES DESTINATIONS

Air Algérie renforce son ancrage mondial

En modernisant sa flotte et en développant ses infrastructures, la compagnie nationale Air Algérie adopte une stratégie qui devrait placer l'Algérie comme un hub régional de transport aérien.

En effet, la flotte d'Air Algérie vient de s'enrichir par l'acquisition de deux nouveaux appareils, faisant partie de la mise en œuvre d'un programme ambitieux d'acquisition de 18 nouveaux appareils Boeing et Airbus.

Sur le plan pratique, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé, hier, lors de la cérémonie de réception de deux nouveaux appareils, un Boeing 737 MAX 8 et un ATR 72-600, dans le cadre du programme de modernisation de la flotte et de développement du transport aérien, que cette acquisition marque une nouvelle étape dans le développement de la flotte aérienne nationale et témoigne de l'engagement de l'État à construire un système de transport aérien moderne et sûr.

M. Sayoud a ajouté que la réception de ces deux appareils coïncide avec la commémoration du 5 juillet, considérant cet événement comme incarnant la vision de l'Algérie indépendante, qui poursuit sa stratégie d'investissement dans des projets économiques, pilier fondamental de son avenir.

Le ministre a saisi l'occasion pour expliquer que cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'engagement du président en faveur du développement du secteur des transports et du renforcement du rôle régional et international de l'Algérie par le soutien aux différentes branches du transport aérien. Dans ce même contexte, M. Sayoud a souligné que le renforcement de la flotte d'Air

Algérie permettra à la compagnie de répondre à la demande intérieure, tout en développant sa présence aux niveaux régional et international. Il a précisé que la compagnie met en œuvre un programme ambitieux d'acquisition de 18 nouveaux appareils Boeing et Airbus.

M. Sayoud a insisté sur le fait que ce programme ne se limite pas à l'aspect technique, mais comprend également l'ouverture de nouvelles liaisons vers plusieurs capitales internationales, contribuant ainsi au renforcement des échanges économiques et commerciaux.

Par ailleurs, il a souligné que le contrat d'acquisition de 16 appareils ATR représente une étape importante dans le développement du transport aérien intérieur, car il permettra une meilleure connectivité entre les différentes provinces du pays et une couverture aérienne plus complète.

En conclusion, M. Sayoud a exprimé sa gratitude au président de la République pour l'importance qu'il accorde au secteur des transports en général et pour le développement remarquable qu'il a connu ces dernières années. Il a également affirmé qu'Air Algérie avait eu la chance de bénéficier d'un tel soutien, soulignant que les décisions du président étaient orientées vers le service du complexe, notamment par la création de nouvelles lignes intérieures, témoignant ainsi de son souci du citoyen et de son engagement en faveur de l'amélioration du service public.

Dans un communiqué, le groupe a indiqué avoir réceptionné son premier appareil de type Boeing 737 MAX 8, baptisé « El Houria » (Liberté).

Cette livraison s'inscrit dans le programme d'acquisition de dix avions de ce modèle, destiné à renforcer les

capacités opérationnelles de la compagnie et à répondre aux exigences de croissance, tout en respectant les normes les plus élevées du transport aérien.

Et dans le même temps, le groupe a également reçu son premier avion ATR 72-600, baptisé « Tassili », dans le cadre d'un programme d'acquisition de 16 appareils destinés à sa filiale dédiée aux vols domestiques.

De plus, Air Algérie a inauguré le nouveau centre de production « Air Taste Factory », relevant de sa filiale de restauration aérienne (catering). S'étendant sur une superficie de 14.250 m², cette nouvelle infrastructure dispose d'une capacité de production de 40 000 repas par jour. Selon le groupe, cet investissement stratégique permettra d'accroître les capacités de production, de moderniser les services de restauration aérienne conformément aux standards internationaux et d'accompagner la croissance continue de ses activités. Ces nouveautés interviennent « dans le cadre de sa stratégie de modernisation de sa flotte et de développement de ses infrastructures », des objectifs en cohérence avec la vision nationale de modernisation du transport aérien.

Après la réception de ce premier Boeing 737 MAX 8, baptisé « Freedom », celui-ci, fait partie d'un programme portant sur 10 avions de ce type. Selon le communiqué, cette acquisition devrait « renforcer les capacités opérationnelles de sa flotte, accompagner sa croissance et répondre aux plus hauts standards du transport aérien ».

Quant au deuxième appareil reçu, également, ce même jour, il s'agit de son premier ATR 72-600, baptisé « Tassili ». Cet appareil est aussi, le premier d'une commande de 16 avions destinés à sa filiale Domestic Airlines, dédiée aux lignes intérieures.

L'objectif est ainsi de renforcer le réseau national en améliorant la desserte des différentes régions du pays.



Ainsi donc ces différentes réalisations constituent « une nouvelle étape dans la modernisation du Groupe Air Algérie », et traduisent sa volonté de bâtir « un transport aérien moderne, performant et intégré ».

En d'autres termes, cet investissement stratégique permettra d'accroître les capacités de production de la compagnie, de moderniser les services de restauration aérienne conformément aux standards internationaux et d'accompagner la croissance continue de ses activités.

LANCEMENT DE NOUVELLES LIGNES VERS VARSOVIE ET BERLIN

La compagnie aérienne nationale prévoit le lancement de nouvelles lignes vers Varsovie et Berlin. C'est ce qui ressort des déclarations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud. S'exprimant à l'occasion de la cérémonie de réception de deux nouveaux avions par le pavillon national et de l'inauguration d'une unité de catering qui s'est déroulée au niveau de l'aéroport d'Alger, Sayoud a affirmé que le travail se poursuivait sur le développement du réseau européen d'Air Algérie « avec la préparation du lancement de lignes vers Varsovie en Pologne et Berlin en Allemagne, offrant ainsi des

options supplémentaires pour les voyageurs et soutenant les échanges économiques et touristiques ».

Ce travail vient parallèlement au lancement des vols directs vers Kuala Lumpur en Malaisie, Guangzhou en Chine et Addis-Abeba en Éthiopie, ainsi qu'au renforcement de la présence de la compagnie sur le continent africain par l'ouverture de lignes régulières vers Luanda en Angola et Libreville au Gabon, a-t-il rappelé.

DES LIGNES VERS BRAZZAVILLE ET CONAKRY EN PROJET

Le ministre a indiqué en outre que la préparation se poursuivait pour le lancement de vols vers Brazzaville en République du Congo et Conakry en Guinée. Évoquant les nouvelles acquisitions d'Air Algérie, Sayoud a affirmé que « cette réalisation s'inscrit dans la vision stratégique et les directives suprêmes de M. le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les capacités de l'État, moderniser les infrastructures publiques et promouvoir le secteur des transports en tant que pilier essentiel du développement économique et social, et élément central pour soutenir l'attractivité de l'Algérie et renforcer sa position régionale et internationale ».

Saïd Ben

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Examen des voies de renforcement de la coopération en matière d'investissement

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu l'ambassadrice de Slovaquie en Algérie, Mme Urska Kramberger Mendek, avec laquelle il a examiné les voies et moyens de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'investissement, indique un communiqué de l'Agence.

Lors de cette rencontre, tenue mercredi au siège de l'AAPI, en présence de ses cadres, les deux parties ont notamment évoqué les perspectives de développement de la coopération entre l'AAPI et l'Agence slovaque de développement des entreprises (SPIRIT Slovenia), en vue d'échanger les expériences et les meilleures pratiques en matière de promotion de l'investissement et d'accompagnement des investisseurs, ainsi que des informations sur les opportunités d'investissement offertes dans les deux pays.

A cette occasion, M. Rekkache a passé en revue les avantages

offerts par le climat des affaires en Algérie ainsi que les principales opportunités d'investissement disponibles, invitant les opérateurs économiques slovaques à les saisir, notamment dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, des énergies renouvelables, du conditionnement, des produits d'emballage des produits alimentaires et pharmaceutiques, des cultures stratégiques, en particulier le soja, le maïs et le coton, ainsi que des industries mécaniques, de la sous-traitance, de l'industrie plastique et des polymères. Les deux parties ont également évoqué les perspectives de renforcement de la coopération économique bilatérale à travers l'encouragement de la participation des entreprises algériennes au prochain salon économique prévu prochainement en Slovaquie, ainsi que l'examen de la possibilité d'organiser un forum d'affaires réunissant les opérateurs économiques des deux pays, conclut la même source.

R.N.

PASTÈQUES

Absence de tout risque sur la santé des consommateurs

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, hier, dans un communiqué, avoir effectué des analyses de laboratoire sur des échantillons de pastèques pour s'assurer de leur salubrité, lesquelles ont démontré l'absence de tout risque sur la santé des consommateurs.

"Suite aux informations relayées sur certaines plateformes de réseaux sociaux concernant la salubrité de la pastèque, et dans le cadre de ses missions visant à protéger la santé du consommateur et à garantir la sécurité sanitaire des aliments, le ministère a chargé les laboratoires du Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE), relevant de sa compétence, d'effectuer les analyses de laboratoire nécessaires sur plusieurs échantillons de pastèques prélevés dans différents bassins de production ainsi que dans les marchés de gros des fruits et légumes de la société Magro, à travers plusieurs wilayas du pays", précise le ministère.

Ces analyses, réalisées une semaine durant, à l'aide de techniques de référence précises et conformément aux normes et réglementations en vigueur, ont démontré "l'absence totale de toute bactérie pathogène ou nocive, confirmant ainsi l'innocuité microbiologique des échantillons soumis à l'analyse", ajoute la même source.

Les résultats révèlent également que "le taux de nitrates enregistré dans l'ensemble des échantillons est très faible, se situant dans les normes naturelles et sûrs, loin de toute concentration pouvant constituer un danger pour la santé du consommateur ou provoquer des effets sanitaires", ajoute la même source. Partant, le ministère affirme que "ces résultats scientifiques réfutent de manière catégorique les allégations et les informations erronées relayées à travers certaines plateformes des réseaux sociaux concernant la présence de taux élevés de nitrates dans la pastèque, des allégations qui ne reposent sur aucun fondement scientifique ou référentiel".

A ce titre, le ministère a réitéré son appel à "puiser les informations auprès des sources officielles et à ne pas se laisser entraîner par des rumeurs ou des informations non vérifiées", soulignant que ses services poursuivent, de manière périodique, les opérations de contrôle et d'analyse à travers l'ensemble du territoire national, en vue de garantir la salubrité des produits proposés à la consommation et de protéger le consommateur.

Le ministère a, par ailleurs, affirmé qu'il "se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires nécessaires à l'encontre de quiconque propage des informations fausses ou trompeuses de nature à porter atteinte au produit national et à nuire aux intérêts des agriculteurs et à l'économie nationale", conclut le communiqué.

R.N.

ALGÉRIE-MALI

Retour à Bamako de l'ambassadeur algérien auprès du Mali

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné le retour, à Bamako, de M. Kamal Retieb, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République du Mali, à compter de ce vendredi 10 juillet 2026, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

L'Ambassadeur Retieb avait été rappelé pour consultations le 07 avril 2025. "La décision de Monsieur le Président de la République traduit sa volonté constante et résolue de rétablir les relations algéro-maliennes dans leur trajectoire historique naturelle, fondée sur le respect mutuel ainsi que sur des liens de fraternité et de coopération au service des intérêts des deux peuples et pays frères, de l'ensemble des pays de la région sahélo-saharienne, et plus largement, de tout le continent africain", a conclu le communiqué.

L'ALGÉRIE ROUVRE SON ESPACE AÉRIEN NATIONAL AU TRAFIC AÉRIEN MALIEN

En effet, l'Algérie a décidé, à compter de vendredi, de rouvrir entièrement son espace aérien national à la circulation aérienne malienne, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "L'Algérie a décidé, à compter d'aujourd'hui, vendredi 10 juillet 2026, de rouvrir entièrement son espace aérien national à la circulation aérienne malienne, cette décision inclut tous les vols aériens à destination et en provenance du Mali à travers les différentes destinations internationales", précise la même source.

LE MALI DÉCIDE LE RETOUR DE SON AMBASSADEUR À ALGER

Le Gouvernement de la République du Mali a décidé le retour à Alger de son ambassadeur en Algérie et la réouverture de son espace aérien national à l'ensemble des aéronefs civils et militaires assurant des vols en provenance ou à destination de l'Algérie, indique vendredi un communiqué du Gouvernement malien de la tran-



sition. "Dans le cadre de la redynamisation des relations de coopération et d'amitié entre la République du Mali et la République algérienne démocratique et populaire, le Gouvernement de la République du Mali a décidé des mesures suivantes : le retour à Alger de l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Mali

accrédité auprès de la République algérienne démocratique et populaire, la réouverture de l'espace aérien national à l'ensemble des aéronefs civils et militaires assurant des vols en provenance ou à destination de la République algérienne démocratique et populaire", précise le communiqué.

R.N.

ACADÉMIE MILITAIRE DE CHERCHELL

Le Président Tebboune préside la sortie de promotions

Le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi, à l'Académie militaire de Cherchell «défunt Président Houari Boumediene», la cérémonie annuelle de sortie des promotions, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). " Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale a présidé, ce jeudi 09 juillet 2026, au niveau de l'Académie militaire de Cherchell «défunt Président Houari Boumediene», la cérémonie annuelle de sortie de la 57ème promotion de formation fondamentale, de la 19ème promotion de formation militaire commune de base et de la 10ème promotion d'officiers du cycle Master", souligne le communiqué. Selon la même source, Monsieur le Président de la République, accompagné de Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a été accueilli à l'entrée principale de l'Académie, par le Général de Corps d'Armée, commandant des Forces terrestres et le Général-Major, Commandant de l'Académie militaire de Cherchell. A l'entame, et après la cérémonie d'accueil, Monsieur le Président de la République a écouté l'hymne national et a reçu les honneurs militaires qui lui ont été rendus par différentes formations des Forces de l'Armée nationale populaire, avant de saluer la délégation d'accueil, en l'occurrence messieurs le Secrétaire général du ministère de la Défense

nationale, les commandants de Forces, le directeur de cabinet auprès du ministère de la Défense nationale et le commandant de la 1^{ère} Région militaire. A l'entrée de l'Académie, Monsieur le Président de la République a observé un moment de recueillement en hommage au défunt Président « Houari Boumediene » dont l'Académie militaire de Cherchell est baptisée en son nom, pour déposer ensuite une gerbe de fleurs sur la stèle commémorative et réciter la Fatiha sur son âme pure, avant de suivre une présentation portant sur l'Académie, le cursus de formation dispensé et sur les promotions sortantes, note le communiqué. Par la suite, et au niveau de la Place d'armes, Monsieur le Président de la République a présidé la cérémonie de sortie des nouvelles promotions au titre de l'année scolaire 2025-2026, à l'entame de laquelle il a passé en revue les carrés des formations militaires alignées au niveau de la Place d'armes. A cette occasion, le général d'Armée, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a prononcé une allocution à travers laquelle il a remercié Monsieur le Président de la République d'avoir supervisé la cérémonie de sortie de promotions de l'Académie militaire de Cherchell, coïncidant avec les festivités commémorant le 64ème anniversaire de l'Indépendance et du Recouvrement de la Souveraineté nationale : « La cérémonie de sortie de promotions de l'Académie coïncide avec les célébrations commémorant la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale, et ce, dans le

cadre de notre volonté constante de perpétuer les hauts faits de notre histoire nationale, riche en épopées et en actes héroïques, et de nous imprégner d'un élan moral élevé nous permettant au sein de l'Armée nationale populaire de poursuivre notre marche glorieuse, sur les pas de nos valeureux prédécesseurs de l'Armée de libération nationale, qui ont tracé, au prix de leurs corps purs et de leurs sacrifices suprêmes, la voie de la liberté et de l'indépendance »,a souligné Monsieur le Général d'Armée, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire. Dans le même sillage, Monsieur le Général d'Armée a assuré que les fils de l'Armée nationale populaire, sous la conduite éclairée de Monsieur le Président de la République, leur marche victorieuse. Ils ont, dans un passé récent, consenti les plus lourds sacrifices afin de préserver l'Etat, son système républicain et son caractère démocratique. Au prix d'immenses sacrifices, ils sont parvenus à vaincre le terrorisme barbare, à éradiquer son idéologie étrangère à nos valeurs et à faire échec à son projet obscurantiste, qui a failli ébranler les fondements de l'Etat national, n'eût été la détermination sans faille des hommes de notre vaillante Armée et de nos valeureux services de sécurité. », a encore ajouté Monsieur le Général d'Armée, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire. Pour sa part, le

Commandant de l'Académie militaire de Cherchell, a souligné que l'Académie connaît aujourd'hui, la sortie d'une nouvelle élite de cadres de l'Armée nationale populaire qui ont bénéficié d'une formation militaire scientifique de qualité, façonnée par une conduite militaire exemplaire et imprégnée de patriotisme, de détermination et d'abnégation au service de la Nation, les rendant aptes à assurer leurs missions futures avec maîtrise et efficacité. Après la prestation du serment par les promotions sortantes, Monsieur le Président de la République a procédé à la remise des grades et des diplômes aux premiers lauréats des promotions sortantes, en remettant le diplôme au Major de promotion du cycle Master, puis le grade de Sous-lieutenant et l'épée de l'Académie au major de promotion de la Formation fondamentale. Il a également procédé à la remise du diplôme au Major de promotion de la Formation militaire commune de base issu des pays frères et amis, avant d'inviter la délégation qui l'accompagne à remettre les diplômes et les grades aux autres lauréats. La cérémonie s'est poursuivie par la remise de l'étendard de l'Académie par la promotion sortante d'officiers d'active à la promotion qui lui succède, avant que le Major de la 57ème promotion de la Formation fondamentale ne soumette à l'approbation de Monsieur le Président de la République la baptisation de la promotion au nom du défunt président le Moudjahid Liamine Zeroual, en présentant une courte biographie du défunt. Les carrés de formations ont ensuite pris position au point de départ de la parade, cédant place aux exhibitions d'arts martiaux à l'instar du karaté, du kung-fu, du taekwondo ainsi que des exhibi-

tions sportives collectives avec et sans armes, des sauts d'obstacles en feu et ce, avant de reconstituer des figures et des tableaux aux couleurs nationales, suivies d'un exercice démonstratif de combat exécuté par un détachement combiné d'élèves de l'Académie. La cérémonie de sortie de promotions a également vu la participation des Forces aériennes à travers l'exécution de figures aériennes réalisées par différents escadrons d'avions de combat et un exercice de ravitaillement en vol d'avions de chasse. Monsieur le Président de la République a suivi par la suite la diffusion en direct sur écran géant, d'un exercice démonstratif exécuté par nos Forces Navales, intitulé : «Recherche et interception d'un navire suspect dans le cadre d'une opération d'interdiction maritime». Par la suite, et après une exhibition de saut en parachutes, la Garde au drapeau national a pris le devant d'une parade militaire suivie des carrés d'élèves officiers de carrière de Formation fondamentale et Militaire commune de base, sur fond de musique militaire interprétée par une troupe de la Garde Républicaine. En outre, Monsieur le Président de la République a suivi au niveau du complexe pédagogique « Didouche Mourad » les activités de l'exposition scientifique organisée par des Elèves officiers des promotions sortantes. A l'issue, Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, a honoré la famille du défunt Président le Moudjahid Liamine Zeroual, avant de procéder à la signature du livre d'or de l'Académie.

R. N.

ADRAR :

Le CRA lance un programme de formation aux premiers secours

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a lancé dans la wilaya d'Adrar un programme national de formation aux premiers secours, dans le but de former en secourisme les encadreurs et les étudiants des écoles coraniques ainsi que des bénévoles dans les wilayas du Grand Sud.

Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'engagement du CRA à ancrer la culture de la prévention et à renforcer la disposition de la société, à travers la qualification des encadreurs et des étudiants des écoles coraniques et la promotion des compétences des bénévoles des wilayas du Grand Sud, et ce en concrétisation de sa vision stratégique fondée sur l'investissement dans le capital humain et le développement de compétences nationales qualifiées, aptes à assurer une intervention rapide et efficace face aux différentes crises et situations d'urgence. Dans ce cadre, le CRA a entamé l'exécution d'un programme national au profit des encadreurs et des étudiants de 7 écoles coraniques dans la wilaya d'Adrar, dans l'objectif de leur permettre d'acquérir les connaissances et les compétences de base dans le domaine des premiers secours et de renforcer leur capacité à intervenir efficacement dans les cas urgents, à même d'inculquer la culture de la prévention au



sein de ces établissements et les ériger en des espaces plus sûrs et mieux préparés.

Le programme englobe l'école coranique Cheikh Sidi-Mohamed-Belekbir d'Adrar ; l'école coranique Sidna-Abdallah-Ben-El-Abbas, dans la commune Sebaa ; l'école coranique Cheikh Sidi-Ahmed-Didi, dans la commune de Tamantit ; l'école coranique Chikh Sidi-Lahbib de Tasfaouet ; l'école coranique interne de Ksar El Fougani Cheikh-El-Hassane, dans la commune d'In Zghmir ; l'école coranique interne Cheikh-El-Meghili (casbah du caïd dans la commune d'In Zghmir), ainsi que l'école coranique interne Othmane-Ben-Affane, dans la

commune de Bouda.

Parallèlement, la wilaya d'Adrar accueille, du 8 au 12 juillet en cours, une session nationale de formation de formateurs en premiers secours, réunissant 40 stagiaires représentant 10 wilayas du Grand Sud, à savoir Adrar, Tindouf, Bordj Badji Mokhtar, Béchar, Timimoun, Tamanrasset, In Guezam, Illizi, Djanet et El Meniaa, encadrée par des formateurs experts disposant d'une expérience nationale et internationale, conformément aux méthodes scientifiques et pédagogiques les plus récentes, afin de former des instructeurs qualifiés, capables d'assurer la formation des bénévoles, d'élargir la base de la for-

mation en secourisme, de renforcer l'opérationnalité du CRA et d'améliorer les capacités de ses ressources humaines en vue d'interventions rapides et efficaces face aux différentes situations d'urgence.

Ce programme intégré traduit la conviction du CRA selon laquelle l'investissement dans le capital humain passe avant tout par l'éducation et la formation, et que la promotion de la culture des premiers secours auprès des jeunes ainsi que la qualification des bénévoles constitue un pilier essentiel pour bâtir une société plus consciente, mieux préparée à la prévention et davantage apte à répondre aux différents risques.

**TIZI OUZOU :
Des Canadiens mobilisés pour maîtriser les flammes**

Des canadiens sont rentrés en action à Aït Ziki relevant de la wilaya de Tizi Ouzou, a annoncé un communiqué de la Protection civile. Sous l'effet des fortes chaleurs enregistrées ces derniers jours, plusieurs incendies de forêt se sont déclarés dans la wilaya de Tizi Ouzou. Si les équipes terrestres de la Protection civile et de la Conservation des forêts sont parvenues à circonscrire la plupart des départs de feu, l'incendie qui s'est déclaré dans la région d'Aït Ziki, à quelque 45 km au sud-est de Tizi Ouzou, a nécessité le recours à des moyens aériens. Le sinistre, localisé précisément dans le canton d'Assoul, limitrophe de la wilaya de Béjaïa, a pris une ampleur importante en raison de la difficulté du relief et des vents qui attisent les flammes. Face à cette situation, la Protection civile a engagé 3 bombardiers d'eau AT-802 de sa flotte afin de renforcer les opérations de lutte contre l'incendie, indique un communiqué de ses services. Ainsi, les flammes sont combattues simultanément par des moyens terrestres et aériens. Et les opérations d'extinction se poursuivaient toujours afin de maîtriser totalement le foyer.

**EL-MÉNIAA :
Départ d'un deuxième groupe de vacanciers vers le littoral de Mostaganem**

Un deuxième groupe d'estivants, composé d'une centaine d'enfants issus des différentes communes de la wilaya d'El-Méniaa, a pris le départ vers le littoral de la wilaya de Mostaganem, dans le cadre du programme national des camps d'été 2026. Ce contingent de vacanciers bénéficie d'un séjour d'une quinzaine de jours au centre de vacances d'Aïn-Brahim pour profiter, outre les bienfaits de la mer, d'activités récréatives, culturelles et sportives, en sus d'excursions de découverte. Le directeur de la jeunesse et des sports (DJS) d'El-Méniaa, Abdelkader Zenguat, a indiqué que toutes les conditions humaines et matérielles ont été réunies pour la réussite de l'opération, dont la mobilisation d'encadreurs de la DJS ayant bénéficié d'une formation dans la gestion de camps de vacances.

Ce groupe est accompagné, outre des moniteurs, d'un médecin et d'un psychologue, pour une bonne prise en charge des vacanciers et la réunion des conditions de leur confort.

SOUK AHRAS

4.000 quintaux de liège attendus en 2026 à Souk Ahras

La wilaya de Souk Ahras prévoit une production de 4.000 quintaux de liège en 2026, une filière porteuse d'emplois pour les zones frontalières. En effet, dans la wilaya de Souk Ahras, le liège, ressource séculaire et renouvelable par excellence, n'est plus seulement une richesse sylvoicole passive, mais constitue, désormais, un véritable moteur socio-économique capable de fixer les populations et de redynamiser les régions montagneuses. Pour l'année 2026, les prévisions de la Conservation des forêts de la wilaya tablent sur une production ambitieuse de 4.000 q, un chiffre qui témoigne de la reprise en main d'un secteur à fort potentiel d'exportation et de création de valeur ajoutée. Sur le terrain, la cam-

pagne de démasclage, lancée au début du mois de juin, avance à un rythme soutenu. Selon les précisions fournies par Ahmed Guerfi, responsable du service des ressources, des études et des programmes au sein de la Conservation des forêts, l'opération est menée sur une superficie estimée à 1.792 ha. La conduite de ce chantier d'envergure a été confiée à l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR) Babors (projet de Souk Ahras). Les efforts se concentrent actuellement sur la forêt de Fedj El Amd, située dans la commune montagnarde d'Ouled Idris, reconnue comme l'une des principales zones de production de la wilaya. Cette campagne revêt une importance sociale cruciale pour ces régions frontalières. Le coup d'envoi des opé-

rations a d'ores et déjà permis de générer une quarantaine d'emplois saisonniers directs, profitant en priorité aux jeunes des localités enclavées, contribuant ainsi à atténuer le chômage endémique dans ces zones à la topographie difficile. A rappeler qu'entre 2014 et 2026, la wilaya de Souk Ahras a vu la plantation d'une superficie d'environ 180 ha de chêne-liège à travers les communes de Mechrouha et d'Aïn Zana. Ces opérations s'insèrent dans le cadre d'un vaste programme annuel visant à étendre, densifier et régénérer les surfaces forestières nationales. À Souk Ahras, les zones productives de chêne-liège couvrent une superficie totale impressionnante de l'ordre de 21 205 ha.

MASCARA :

Un incendie de forêt maîtrisé à Khalouia

Un incendie de forêt s'est déclaré au lieu-dit Mouilah, dans la commune de Khalouia, à Mascara, mobilisant d'importants moyens de la Protection civile. Face au risque de propagation, l'unité secondaire de la Protection civile d'El Bordj est intervenue avec l'appui du détachement mobile de lutte contre les feux de forêt. Les opérations se sont poursuivies durant plus de trois heures avant que les équipes ne parviennent à maîtriser totalement le sinistre. Cette intervention rapide a permis d'empêcher les flammes de gagner les espaces forestiers voisins ainsi que les habitations situées à proximité. Aucun décès ni blessé n'a été enregistré. La réussite de cette opération s'est concrétisée suite à une coordination menée sur le terrain entre plusieurs services. Les agents de la conservation des forêts, les éléments de la Gendarmerie nationale ainsi que les autorités locales ont participé au dispositif mis en place. Les habitants de la commune ont également apporté leur soutien aux équipes engagées, contribuant au bon déroulement des opérations. Pour faire face à cet incendie, la direction de la Protection civile de Mascara a mobilisé un dispositif conséquent comprenant 60 agents de différents grades, huit camions de lutte contre les incendies, trois ambulances, un bus de transport du personnel ainsi qu'un véhicule de commandement et de transmissions. Enfin, à noter que l'intervention s'est déroulée sous la direction du directeur de la Protection civile de la wilaya, le lieutenant-colonel Karim Boufkan, présent sur le terrain pour coordonner les moyens engagés.

MÉTÉO :

Vague de chaleur sur plusieurs wilayas jusqu'à ce dimanche

Une vague de chaleur affecte plusieurs wilayas du pays depuis vendredi et se poursuivra jusqu'à ce dimanche, a indiqué un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS-canicule concerne les wilayas de Médéa, Djelfa, Bouira, Tizi-Ouzou, M'sila, Mila, Constantine, Guelma et Batna (Ouest), où les températures maximales oscilleront entre 44 et 45 degrés, alors que les minimales varieront entre 26 et 32 degrés tout au long de la validité du bulletin qui s'étale de vendredi à dimanche au moins, précise la même source. Les wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf sont également concernées par cette canicule, avec des températures maximales comprises entre 40 et 42 degrés, atteignant localement 43/45 degrés, la validité du BMS en cours s'étalant jusqu'à ce dimanche au moins. A Sidi Bel-Abbes, Saïda, Tiaret, Tissemsilt, Aïn Defla, Chlef, Relizane et Mascara, les températures maximales oscilleront entre 44 et 45 degrés, atteignant localement 46 degrés dimanche, alors que les minimales seront entre 26 et 32 degrés durant la validité du BMS, de samedi à dimanche au moins.

COMITÉ MIXTE DE SUIVI ALGÉRO-TUNISIEN :

Attaf réaffirme la disposition de l'Algérie à traduire les conclusions du Comité en projets concrets

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a réaffirmé, à Alger, l'entière disposition de l'Algérie à poursuivre l'action commune avec la Tunisie pour la mise en œuvre des conclusions de la réunion du Comité de suivi algéro-tunisien et leur transformation en projets concrets et en réalisations durables.



Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la réunion du Comité de suivi chargé d'évaluer les recommandations de la 23e session de la Grande Commission mixte algéro-tunisienne de coopération, M. Attaf a réitéré « l'entière disposition de l'Algérie à continuer d'œuvrer côte à côte avec la République tunisienne, pays frère, dans un esprit de fraternité, de sincère volonté et d'unité de destin, en vue de mettre en œuvre les conclusions de cette rencontre et de traduire nos accords en projets concrets, en réalisations durables et en un partenariat exemplaire, digne de l'histoire des deux pays, répondant aux aspirations des deux peuples et jetant les bases d'un avenir plus intégré, prospère et souverain ». Le ministre d'Etat a également assuré que « les liens unissant l'Algérie et la Tunisie dépassent les frontières géographiques, s'avèrent plus profonds que la politique et demeurent plus ancrés que les vicissitudes du temps », soulignant que les relations bilatérales reposent sur une histoire commune de lutte et de solidarité, imposant de passer de l'unité de combat à l'unité de l'édification, et de transformer la solidarité d'hier en une intégration pour demain. M. Attaf a précisé que le Comité de suivi algéro-tunisien puise son importance de l'attention particulière que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président de la République tunisienne, M. Kaïs Saïed, accordent aux relations

bilatérales, ainsi que leur attachement à les hisser au rang d'un partenariat stratégique exemplaire.

Il a également mis en avant le rôle central de ce Comité dans le suivi de la mise en œuvre des conclusions de la Grande Commission mixte, l'évaluation de leur niveau de réalisation, l'aplanissement des difficultés et la correction des insuffisances, afin de garantir la mise en œuvre optimale des engagements communs. Le Comité constitue aussi un cadre institutionnel permanent permettant d'assurer le suivi de ces engagements et de faire évoluer les relations bilatérales d'une logique de gestion des dossiers vers une logique de réalisation de projets, et d'une coopération sectorielle vers un partenariat global, a-t-il poursuivi. Selon M. Attaf, « une évaluation objective des relations algéro-tunisiennes nous invite non seulement à constater la dynamique positive enregistrée depuis la dernière session de la Grande Commission mixte, une dynamique marquée par sa diversité et sa progression, couvrant les dimensions politique, sécuritaire, économique et humaine, mais aussi à relever les insuffisances afin d'y apporter des corrections ». Sur le plan politique, il a salué la régularité des rencontres de haut niveau entre les responsables des deux pays, lesquelles témoignent d'une concertation et d'une coordination soutenues sur les relations bilatérales, ainsi que sur

les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la question palestinienne, la situation en Libye et au Soudan, en sus des enjeux liés à la paix, à la sécurité et au développement en Afrique, notamment dans la région du Sahel. Il a également salué la coopération sécuritaire entre les institutions des deux pays, la qualifiant de l'un des modèles les plus réussis de coopération bilatérale, au regard de son rôle dans le renforcement de la sécurité des frontières, la facilitation de la mobilité des citoyens, ainsi que dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la contrebande et la migration irrégulière. Le ministre d'Etat a affirmé que le développement des régions frontalières demeure une priorité commune, en tant que levier essentiel pour promouvoir le développement local et l'intégration économique. Tout en se félicitant des progrès enregistrés dans ce domaine, M. Attaf a exprimé le souhait de voir les projets convenus parachevés et concrétisés sur le terrain. Concernant les accords signés lors de la précédente session de la Grande Commission mixte, le ministre d'Etat a mis en avant les avancées réalisées pour le parachèvement des procédures juridiques nécessaires à leur entrée en vigueur. Il a précisé, à cet effet, que sur les 26 accords de coopération conclus, seules les procédures de ratification de deux accords restent à finaliser, ce qui reflète la volonté

commune des deux pays de consolider le cadre juridique régissant leurs relations bilatérales. S'agissant de la coopération sectorielle, M. Attaf a appelé à poursuivre les efforts visant à activer les différents accords signés et à accélérer la mise en œuvre des recommandations des commissions techniques conjointes, en phase avec la dynamique positive que connaissent les relations entre les deux pays, et de traduire la volonté politique commune en projets et en réalisations concrètes. Au volet économique, le ministre d'Etat s'est félicité des projets d'investissement réalisés et de la hausse du volume des échanges commerciaux entre les deux pays, qui devraient dépasser les 3 Mds USD, outre la coopération réussie dans le domaine de l'énergie, assurant que les potentialités dont disposent l'Algérie et la Tunisie permettent d'atteindre des niveaux supérieurs de partenariat économique et d'investissement.

M. Attaf a appelé, dans ce cadre, à conférer à la coopération économique un nouvel élan, à travers l'ancrage de la culture de l'initiative et la levée des contraintes bureaucratiques qui entravent les investissements et les échanges commerciaux, et à adopter une méthodologie basée sur la définition des objectifs et des délais ainsi que sur les indicateurs de performance, permettant ainsi l'évaluation des résultats et l'ancrage de la culture du résultat.

UN SONDAGE DE L'ONU RÉVÈLE :

Un fort soutien des Libyens à la réforme politique

D'après les résultats d'un sondage d'opinion réalisé par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye dans le cadre de son initiative de dialogue structuré, la grande majorité des Libyens sont favorables à la tenue d'élections nationales crédibles, à la lutte contre la corruption et à l'unification des institutions de l'État. L'enquête, menée en ligne et par téléphone entre décembre 2025 et avril 2026, a recueilli les opinions de Libyens de tout le pays sur les priorités politiques et l'orientation future de l'État. D'après les résultats, 90 % des participants se sont déclarés favorables à l'organisation d'élections nationales visant à mettre fin à des années de division politique et de fragmentation institutionnelle. Les résultats ont également révélé une forte demande publique en faveur de mesures de responsabilisation, 82 % des personnes

interrogées étant favorables à l'exclusion des postes d'autorité des individus impliqués dans des affaires de corruption ou de violations des droits de l'homme. Les résultats de l'enquête ont été complétés par des discussions menées par de jeunes Libyens via la plateforme numérique jeunesse de la mission, contribuant ainsi aux qua-

tre axes principaux du processus de dialogue structuré visant à identifier les priorités nationales et les voies possibles vers la stabilité politique. Les participants ont souligné la nécessité de mettre en place des institutions unifiées et légitimes, capables de gouverner efficacement le pays et de rétablir la confiance du public dans les

organes de l'État.

Les personnes interrogées ont également plaidé pour une réduction de l'influence des groupes armés sur la vie politique et publique, décrivant la réforme de la sécurité et le renforcement des institutions étatiques comme des étapes essentielles vers une stabilité à long terme.

APRÈS L'INTERCEPTION DE BATEAUX PAR LA LIBYE 113 migrants secourus au large de Syrte

Les forces de sécurité côtières libyennes ont secouru 113 migrants en situation irrégulière après avoir intercepté trois embarcations lors d'opérations distinctes au nord de la ville de Syrte, empêchant ainsi une nouvelle tentative de traversée de la Méditerranée vers l'Europe. Abdulhafiz Masoud, directeur adjoint de l'Administration générale de la sécurité côtière, a déclaré que des patrouilles maritimes avaient intercepté les trois navires à différents moments entre 170 et 190 milles nautiques au nord de Syrte. Il a confirmé que toutes les personnes à bord avaient été secourues saines et sauvées, et qu'aucun blessé ni décès n'avait été signalé au cours des opérations. Selon Masoud, les migrants étaient de nationalité égyptienne, pakistanaise et bangladaise. Après leur sauvetage, ils ont été remis aux autorités compétentes, où les procédures légales seront menées à terme conformément à la législation libyenne relative à l'immigration irrégulière. Cette dernière opération fait suite à une autre interception menée par les unités de sécurité côtière, portant à 197 le nombre total de migrants interceptés ces deux derniers jours.

MODERNISATION DE LA LIGNE TGM (TUNISIE):

Signature d'un contrat avec une entreprise chinoise pour l'acquisition de 18 nouvelles rames

La Société des transports de Tunis (Transtu) a annoncé avoir signé un contrat stratégique avec l'entreprise chinoise « CRRC Nanjing Puzhen Co. Ltd » portant sur l'acquisition de dix-huit (18) rames électriques destinées à la ligne ferroviaire de la banlieue nord Tunis-La Goulette-La Marsa. L'accord comprend également un contrat de maintenance des rames pour une durée de cinq ans, prévoyant la fourniture de pièces de rechange et d'équipements d'entretien, ainsi que l'acquisition d'une machine de reprofilage des roues. Cet équipement doit permettre de garantir les meilleures conditions de sécurité, de circulation et de disponibilité du matériel roulant. D'un coût estimé à près de 75 millions d'euros, cette opération est financée à parts égales par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque européenne d'investissement (BEI). Longues de 40 mètres, les nouvelles rames seront notamment équipées d'un système de vidéosurveillance et d'un dispositif d'information destiné aux voyageurs. Climatisées, elles pourront accueillir jusqu'à 400 passagers, dont 90 assis, et disposeront d'un espace aménagé pour les personnes en situation de handicap. Leur vitesse maximale atteindra 100 km/h, ce qui permettra d'assurer une desserte toutes les six minutes aux heures de pointe et toutes les douze minutes en dehors de ces périodes. « Ces acquisitions contribueront ainsi à accroître la capacité de transport de la ligne, à améliorer la fréquence d'exploitation et à offrir aux voyageurs des conditions de déplacement sûres et confortables, conformément aux normes internationales en matière de sécurité et de qualité », lit-on dans un communiqué de la Transtu. Transtu a par ailleurs indiqué avoir achevé l'ensemble des composantes de ce projet intégré afin d'accueillir les premières rames au début de l'année 2028 et d'en assurer la mise en circulation dans les meilleures conditions.

TUNISIE-ITALIE :

L'emploi des jeunes binationaux au cœur du partenariat

Lors de la cérémonie de clôture du projet « Jeunes binationaux : identifier les compétences au service de l'emploi », l'ambassadeur d'Italie en Tunisie Alessandro Prunas a déclaré que la valorisation des compétences des jeunes et le renforcement de l'adéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail constituaient « une priorité du partenariat tuniso-italien ». L'ambassadeur Brunas a ajouté que le projet « Jeunes binationaux » représentait une nouvelle concrétisation de cette priorité, tout en soulignant la capacité du Comité des Italiens à l'étranger (Comites) à jouer un rôle précieux de passerelle entre l'Italie et la Tunisie. Le projet « Jeunes binationaux » a permis de créer une base de données regroupant les profils professionnels de jeunes Italo-Tunisiens résidant en Tunisie, mise à la disposition des entreprises italiennes et tunisiennes.

AGRICULTURE EN ALGÉRIE :

APPROCHE TERRITORIALE ET GOUVERNANCE SECTORIELLE

Quels parcours alternatifs ?

Par : Mohamed KHIATI (*)
Docteur et Expert Agronome

En matière de transhumance, des études portant sur les zones d'hivernage, d'attentes et des couloirs de déplacements s'avèrent d'une grande importance. Cela suggère aux institutions concernées, la mise en place d'un système de suivi usant de techniques modernes (images satellitaires, drones, SIG,...) et la protection zoonosanitaire des cheptels à travers des équipes de vétérinaires mobiles

Au plan de la conduite des élevages, il est de pleine utilité d'adopter des approches fondées sur des déterminismes technologiques portant sur la reproduction (insémination artificielle, synchronisation des chaleurs, la sélection des races dans leurs berceaux avec implication des éleveurs et l'orientation d'un nombre de fermes pilotes actuellement érigées en unités de production vers l'élevage et la production de géniteurs permettant leur développement et modernisation.

En matière de commercialisation et de valorisation des produits d'élevages, il serait utile de créer des espaces d'écoulement et/ou d'unités de transformations au niveau des grandes agglomérations dans le cadre de l'investissement et de fournir aux intéressé(e)s de petits matériels de valorisation des sous produits (laine, artisanat, produits de terroir).. Les jeunes et les femmes rurales notamment trouveront ici des opportunités d'emplois, de création de revenus et de richesses.

Au niveau du Sud, les zones sahariennes offrent de grandes chances de développement et de diversification des productions agricoles d'autant qu'il



est constaté que la carte agricole connaît aujourd'hui, un glissement vers ces zones dont le développement doit être conduit selon une approche de durabilité. Dans ces zones pour le moins fragiles, le système oasien ancestral repose sur un modèle de développement intégré tant sur le plan économique et social que culturel ou encore environnemental nécessitant, sin die, un traitement en terme de transition agro-écologique axée sur un modèle agricole associant pratiques empiriques et innovations technologiques actuelles.

Aujourd'hui, les efforts consentis par l'Etat en matière d'encouragement de l'investissement agricole privé dans le Sud à travers des projets structurants constituent une variable-clé dans la réalisation des objectifs visant à assurer la sécurité alimentaire durable du pays et la promotion socio-économique du pays.

Ce faisant, deux éléments sont à prendre en compte. Le premier est relatif aux coûts afférents aux investissements en amont et en aval en matière de réalisation de forages, du raccordement au réseau électrique, de construction d'unités de transformation et l'ouverture de pistes d'accès aux structures de stockage. Le second porte sur l'efficacité des projets d'envergure qui suggèrent leur bonne gouvernance en s'appuyant sur des compétences humaines aptes à mener des études de faisabilité selon des modes concertés entre les diverses institutions impliquées et acteurs dans le but de réduire au maximum leurs coûts.

Dans cette région, la mise en valeur des terres constitue une

aubaine pour le développement local et régional. Les investissements consentis sont de pleine mesure, mais faut-il que les grandes concessions soient dotées de bases de vie qui, à la longue créeraient des agglomérations aptes à répartir la population sur le territoire national et permettre par conséquent, la promotion et la valorisation des espaces ruraux et l'amélioration des populations qui y vivent et garantir le repeuplement de la région.

A ce titre, les programmes structurants au niveau du Sud devraient permettre une réelle relance de l'agriculture par la mobilisation de capitaux publics et privés visant essentiellement, la promotion des cultures dites stratégiques (céréales, oléagineux, protéagineux, maraichage, etc.) dont l'Algérie en est dépendante des marchés extérieurs. Pour y parvenir, les interventions du développement doivent se focaliser en priorité, sur la préservation, la protection et la promotion des agro-systèmes en vue d'améliorer ses fonctions économiques et sociales et étendre les superficies irriguées tout en respectant les principes de leur durabilité.

Aussi, convient-il de s'intéresser aux petites exploitations agricoles de type « agriculture familiale » et encourager l'installation des grandes exploitations à valeurs ajoutées avec la recapitalisation de l'agriculture par leur mise à niveau, comme serait-il utile d'entrevoir des programmes d'aménagement des parcours sahariens pour servir les élevages en intensifiant la réalisation et/ou la réhabilitation des points d'eau, d'assurer la cou-

verture sanitaire des cheptels, de valoriser les produits d'origine animale par la création d'unités de services, d'abattage, de mini-laiteries et d'artisanat. Ceci appelle la synergie intersectorielle.

D'autre part, l'on sait que le palmier dattier hormis sa production constitue l'une des grandes richesses en régions sahariennes, ses sous produits peuvent être exploités en industrie pharmaceutiques, en artisanat, en mobilier et autres ; c'est dire en bref qu'il peut fournir un cadre d'une bio-économie intégrée dans les domaines de l'industrie, de la pharmacie et de l'agriculture. Par ailleurs, dans ces zones, le développement des agro-systèmes exige également des investissements moraux notamment en matière de recherche-développement pour induire les changements techniques nécessaires et par l'élargissement du maillage des structures d'accompagnement d'autant plus que de nouvelles wilayas ont été aujourd'hui, créées.

Sur le plan environnement, les zones sahariennes sont soumises à des processus de dégradation liés à l'ensablement, à la salinisation et à l'hydrogromorphie. Cela suggère des mesures de protection et de préservation des écosystèmes entre autres les systèmes ingénieux ancestraux tels les foggaras et les Ghouts et d'entreprendre par ailleurs, la sauvegarde des Ksours en tant que patrimoine matériel et immatériel et les valoriser dans le cadre du tourisme et de l'agro-tourisme.

b. Raisonner les systèmes

agaires et adapter les systèmes de production :

Si l'on se projette dans l'avenir du monde agricole et rural, l'idée est de voir comment façonner les programmes et projets de développement inscrits dans les politiques agricoles et rurales, des systèmes agraires adaptés aux conditions agro-climatiques en réponse aux besoins économiques et sociaux et d'améliorer davantage la résilience des systèmes alimentaires. Dans la pratique agricole, c'est à partir de systèmes agraires raisonnés que découlent des systèmes de production adaptés à des situations diverses et viables, c'est-à-dire reproductibles.

En Algérie, une lecture des systèmes de production sur la base des données disponibles font état qu'hormis l'arboriculture, la vigne et le maraichage qui constituent quelque 10% de la sole arable, les céréales et la jachère sont par contre, majoritaires dans la SAU. Alors que les légumineuses restent marginales et d'autres cultures stratégiques comme les oléagineuses, les protéagineux et les cultures sucrières demeurent très peu développées au moment où la facture d'importation de leurs produits est encore très élevée. Cette tendance requière une certaine conversion des pratiques agricoles dans certaines zones potentielles pour mieux valoriser les gisements de production existants et améliorer la productivité. Ces changements des systèmes de production ne pourront se réaliser qu'au prix d'une restructuration profonde des filières agricoles.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Les cultures stratégiques ont divers types de débouchés, tant pour la nutrition humaine (céréales, oléagineux, cultures sucrières, légumes secs) que pour l'alimentation animale (Orge, maïs, tourteaux d'oléagineux, protéagineux et fourrages). Le système de leur production doit être murement réfléchi pour garantir sa durabilité, améliorer la fertilité des sols et préserver les ressources naturelles, notamment hydriques. A ce sujet, la caractérisation des systèmes de production des différentes zones agro-écologiques doit constituer une priorité dans tout plan de développement des filières agricoles stratégiques. En effet, la diversification des rotations dans les pratiques d'assolements permettrait de rompre les cycles des maladies, des ravageurs et des adventices, d'améliorer la qualité des sols et d'accroître la production et la qualité.

Aussi, au vu de ces considérations, pour les objectifs des politiques agricoles, l'action sera d'opter pour une transformation des systèmes de production agricole, une démarche qui s'avère urgente et nécessaire pour répondre aux grands défis de la sécurité alimentaire auxquels doit faire face le pays les années à venir. La promotion des cultures stratégiques dans des systèmes de production diversifiés et durables dans les plaines, les hauts plateaux et le Sud du pays aura pour finalités de répondre aux objectifs de diversification et d'amélioration de la production en vue de réduire les importations, de richesses et d'emplois et de s'intégrer dans une optique d'exportation des produits agricoles.

L'ensemble de ces considérations suggèrent en filigrane, d'envisager les programmes et les projets de développement selon des approches différenciées avec des échéances arrêtées, en tenant compte de diverses données naturelles et des zones agro-écologiques y compris celles climatiques et édaphiques à la fois, sans toutefois négliger les données historiques et sociologiques des systèmes agraires.

Dans le sud, les Oasis peuvent à elles seules constituer des zones de diversification des productions agricoles. C'est un fait historique. Elles ont depuis toujours été le socle de la pratique agricole dans les zones sahariennes. Mais cependant, elles sont soumises, dans la plupart des cas, à des phénomènes de dégradation liée à l'ensablement, la salinisation et parfois à l'hydromorphie.

A ce titre, convient-il d'envisager les interventions de développement selon les principes de la durabilité, comme, il est important de protéger et préserver les systèmes ingénieux ancestraux tels les foggaras et les Ghotts et conserver également les Ksour qui constituent un patrimoine



matériel et immatériel à développer et valoriser dans selon une approche socio-économique harmonieuse.

Encore faut-il protéger et préserver et développer l'ensemble de ces espaces à travers des programmes opérationnels de lutte contre la désertification et l'érosion, des programmes d'adaptation des espèces aux conditions du milieu, des systèmes de production par zone agro-écologique en s'appuyant sur des études agro-pédologiques, climatiques et économiques visant la préservation et valorisation des ressources naturelles, ainsi que la productivité et les productions de ces systèmes.

Enfin, quelque soient les contraintes d'ordre naturel, le pays est marqué par la diversité de ses milieux naturels et ses écosystèmes divers qui autorisent une diversification des productions, garantissant non seulement la sécurité alimentaire, mais offrant également des opportunités certaines pour l'exportation de produits agricoles à longueur d'année.

c. Augmenter la production des filières et améliorer les pratiques agricoles.

Le modèle de production utilisé durant les 50 dernières années, en relation avec la révolution verte était basé fondamentalement sur la mécanisation, le travail intensif du sol, de l'emploi de variétés à haut rendement et l'utilisation intensive d'intrants, d'herbicides et de produits phytosanitaires. Or ce modèle de production hérité a entraîné la surexploitation d'un bon nombre d'écosystèmes mettant en péril leur productivité future. Parmi les externalités de ce modèle on peut citer la dégradation des terres, la salinisation des zones irriguées, l'extraction excessive imposée aux nappes aquifères souterraines, le renforcement des résistances des ravageurs et parfois l'érosion

de la biodiversité. Alors qu'en parallèle et pendant longtemps, les pratiques agricoles n'ont pas tellement changé, un phénomène tendant à réduire la fertilité des sols et menacer les ressources naturelles.

Dans un tel contexte, le défi pour les années à venir réside dans la recherche d'un modèle de production agricole, à la fois productif et durable sur le plan de l'environnement, c'est-à-dire celui qui assure la production d'aliments à travers une approche éco-systémique qui met à profit la contribution de la nature à la croissance des plantes : matière organique, régulation des débits d'eau, pollinisation et lutte biologique contre les maladies et les insectes ravageurs.

Au sens opérationnel et pratique, l'agriculture s'appuie sur deux segments de production. Le premier porte sur les filières végétales ; le second concerne les filières animales. Ces deux domaines sont intimement liés et interdépendants. Ils relèvent des systèmes de production envisagés dans des exploitations agricoles, petites, moyennes ou grandes qui, ensemble font partie du système agraire adopté, dont l'orientation et la gouvernance dépendent des politiques agricoles et rurales envisagées.

En matière de production végétale,

L'intensification durable des cultures devra être fondée tout particulièrement sur une approche différenciée. Certes l'intensification suppose un volume de connaissances plus conséquent que celui usité dans la plupart des systèmes conventionnels d'exploitation agricole. Elle offre à priori, beaucoup d'avantages aux petits agriculteurs majoritaires de surcroît sur le territoire national. Ainsi, fut-il, il convient de renforcer leur productivité en réduisant les coûts et ce, en améliorant la résilience au stress et leurs capacités de ges-

tion du risque. Dans ce contexte, les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement devront allier les connaissances traditionnelles aux technologies modernes adaptées aux besoins des petits producteurs surtout ceux qui n'ont pas assez de possibilités d'investissement. Elles doivent encourager le recours à l'agriculture de conservation qui stimule la productivité et les rendements tout en améliorant la qualité du sol, l'utilisation de variétés de semences de qualité et à haute productivité, la protection intégrée, la nutrition des plantes sur des sols sains et la gestion efficace de l'eau d'irrigation avec usage de systèmes économeurs de cette ressource rare.

De telles pratiques permettront, selon les sciences agronomiques, de maîtriser les ravageurs en protégeant les ennemis naturels plutôt qu'en pulvérisant des pesticides sur les cultures. Par ailleurs, l'usage judicieux des engrais minéraux et des apports de quantités d'eau aux bons endroits et aux bons moments constituent aussi les principes d'une agriculture raisonnée au regard des conditions de l'environnement et du climat qui prévalent d'autant que le pays est caractérisé par les tendances à la semi-aridité et aridité sur une large partie du territoire.

En Algérie, il est reconnu que l'agriculture repose sur deux types de pratique : une agriculture dite moderne et celle dite traditionnelle. Cette dernière occupe les ¾ de la SAU. Elle se caractérise par une faible mécanisation et souvent par une faible utilisation des intrants : engrais, fertilisants et produits phytosanitaires. L'on se rappelle dans ce cadre que les données du RGA, 2001, bien que ses données soient anciennes méritant actualisation montrent que seul 14% des exploitations utilisent des engrais, 9% des herbicides et semences sélectionnées, 6%

un semoir en ligne. Il ne serait pas alors étonnant que les rendements enregistrés soient faibles.

Au-delà, des changements de pratiques et des comportements sont aujourd'hui nécessaires pour aller vers une agriculture économiquement viable, écologiquement durable et socialement acceptable. Autrement dit, tendre vers une agriculture moderne, tout en respectant les principes des pratiques ancestrales des agriculteurs. L'approche de type « bonnes pratiques agricoles » (Good agricultural practices) est à privilégier en matière de développement agricole durable. D'autre part, le secteur agricole dispose aujourd'hui de ressources naturelles et en terres cultivables. Celles-ci demeurent néanmoins sujettes à des menaces dont la sécheresse récurrente constitue la principale contrainte à la pratique agricole résultant des changements climatiques.

Ainsi la tendance au réchauffement climatique entraîne le déplacement des limites naturelles végétales et contribue de la sorte à l'extension géographique de la zone d'influence de différents bioagresseurs des cultures qui provoque un déséquilibre de la biocénose de certains agro-systèmes fragiles notamment en milieu steppique et saharien.

Dans ce contexte, il est de pleine mesure d'engager des études, car le constat d'hier n'est pas toujours valable aujourd'hui. Les choses ont parfaitement changé. L'on constate de visu, aujourd'hui une certaine variabilité des cycles végétatifs et de stades « phénologiques » de nombreuses cultures. A titre d'exemple, l'on s'aperçoit que la floraison chez beaucoup d'espèces arboricoles se fait d'une manière précoce par rapport à des années précédentes.

A suivre

AMMAR MANAA, DG DE CRASC À HORIZONS

«La sécurité est une responsabilité partagée»

Ammar Manaa, DG du CRASC, souligne que «la sécurité est une responsabilité partagée» dans cet entretien accordé à Horizons.

Les bandes de quartier représentent aujourd'hui un défi majeur pour la sécurité publique, la cohésion sociale et les politiques de prévention. Dans cet entretien avec un membre de la commission nationale de lutte contre les bandes de quartier, Ammar Manaa, nous abordons les causes de l'émergence de ces bandes et les réponses apportées par les pouvoirs publics et l'apport de la recherche scientifique pour parvenir à des quartiers plus sûrs et plus solidaires.

Comment définir aujourd'hui le phénomène des bandes de quartier ?

Le phénomène des bandes de quartier constitue aujourd'hui l'une des formes les plus préoccupantes de la délinquance collective. Il ne s'agit pas de simples regroupements de jeunes, mais de groupes qui peuvent progressivement s'organiser autour de la violence, de l'intimidation ou d'activités illicites afin d'exercer une influence sur un territoire ou une population. Il est toutefois essentiel d'éviter tout amalgame. La très grande majorité des jeunes Algériens rejettent la violence et aspirent à réussir leurs études, à accéder à un emploi et à construire leur avenir. Notre objectif est donc de lutter contre les comportements criminels, mais pas de stigmatiser une jeunesse ou un quartier. La législation algérienne permet d'ailleurs de distinguer les regroupements ordinaires des bandes organisées, afin que l'action publique reste ciblée et respecte les droits et les libertés. Prenons un exemple. Un groupe de jeunes se retrouve régulièrement dans un quartier. Au départ, il s'agit d'un simple lieu de rencontre. Avec le temps, certains membres commencent à intimider les habitants, à provoquer des affrontements avec d'autres groupes ou à diffuser sur les réseaux sociaux des vidéos de violence pour asseoir leur réputation. À ce stade, il ne s'agit plus d'incivilités isolées, mais d'une dynamique susceptible de conduire à la constitution d'une bande criminelle. C'est précisément ce type d'évolution que la stratégie nationale entend prévenir.

Quels sont les principaux facteurs qui favorisent leur émergence ?

Il n'existe pas une cause unique. Les bandes apparaissent généralement lorsque plusieurs facteurs de vulnérabilité se combinent : le décrochage scolaire,



le chômage, les difficultés familiales, l'absence d'activités éducatives ou sportives, la consommation de drogue ou encore l'influence négative de certains contenus diffusés sur les réseaux sociaux. Mais il existe également une dimension plus discrète comme le besoin d'appartenance. Lorsqu'un jeune ne trouve ni reconnaissance à l'école, ni perspectives d'avenir, ni soutien dans son environnement, il peut être tenté de chercher auprès d'une bande une identité, un statut ou un sentiment d'utilité. Imaginons un adolescent qui abandonne progressivement l'école. Il passe de plus en plus de temps dans la rue et des jeunes plus âgés lui proposent d'effectuer de petites tâches en échange d'argent ou de reconnaissance. Sans en avoir pleinement conscience, il entre progressivement dans un processus d'intégration à un groupe délinquant. C'est pourquoi notre stratégie privilégie une intervention précoce. Plus les situations de fragilité sont détectées rapidement, plus il est possible de proposer des alternatives par l'éducation, la formation, le sport, la culture ou l'accompagnement social.

Peut-on dresser un profil sociologique des jeunes qui rejoignent ces groupes ?

Il serait inexact de parler d'un profil type. Les parcours sont très différents et résultent de l'interaction de facteurs personnels, familiaux, scolaires et sociaux. Certaines situations augmentent néanmoins les risques telles que la déperdition scolaire, la précarité, les difficultés familiales, le manque de perspectives professionnelles ou encore la recherche de reconnaissance. Prenons un exemple. Deux adolescents vivent dans le même quartier et connaissent des difficultés économiques similaires. L'un bénéficie d'un soutien familial, pratique un sport et participe à la vie associative. L'autre quitte progressivement l'école et passe la plupart de son temps dans la rue. Leurs trajectoires seront proba-

blement différentes parce que leurs facteurs de protection ne sont pas les mêmes. Cette réalité montre que la prévention doit s'attacher à repérer les situations de vulnérabilité plutôt qu'à enfermer les jeunes dans des catégories ou des stéréotypes.

Pourquoi adopter une approche associant sécurité, prévention, éducation et inclusion sociale ?

Aucun pays n'a durablement réduit le phénomène des bandes en s'appuyant uniquement sur la répression. Les services de sécurité jouent un rôle indispensable pour protéger les citoyens et faire respecter la loi, mais leur action doit s'inscrire dans une démarche plus globale. Les bandes se développent souvent là où se cumulent plusieurs difficultés en plus des problèmes de scolarité, le chômage, la précarité, l'isolement ou le manque d'activités pour les jeunes.

Une réponse efficace doit donc mobiliser l'ensemble des acteurs concernés. Imaginons qu'un groupe violent soit démantelé dans un quartier. Si aucune action n'est menée auprès des jeunes, des familles, des écoles ou des associations, d'autres groupes risquent rapidement d'occuper le même espace. En revanche, lorsque la réponse sécuritaire est complétée par des actions éducatives, sociales et économiques, les résultats sont beaucoup plus durables. Notre ambition consiste à prévenir lorsque c'est possible, intervenir avec fermeté lorsque c'est nécessaire et accompagner les jeunes afin d'éviter la récidive.

Quel rôle la recherche scientifique peut-elle jouer ?

Une stratégie efficace doit s'appuyer sur des faits plutôt que sur des impressions. La recherche scientifique permet de mieux comprendre les causes du phénomène, son évolution et les réponses les plus efficaces. La criminologie, la psychologie ou encore les sciences de l'éducation apportent un éclairage précieux sur les facteurs de risque

et les facteurs de protection. Elles permettent également d'évaluer les politiques publiques.

Une action de prévention atteint-elle réellement les jeunes les plus exposés ? Les programmes de formation facilitent-ils leur insertion ?

Les dispositifs d'accompagnement réduisent-ils le risque de récidive ? Autant de questions auxquelles seule une évaluation rigoureuse peut répondre. C'est pourquoi la future stratégie s'appuie sur une coopération étroite entre les institutions publiques, les universités, les centres de recherche et les observatoires spécialisés.

Comment mettre concrètement en œuvre la prévention ?

La prévention consiste à agir avant que les jeunes ne basculent dans la violence. C'est sans doute le meilleur investissement pour l'avenir. Elle commence à l'école. Lorsqu'un élève accumule les absences, décroche ou change brutalement de comportements, ces signaux doivent être repérés rapidement afin de mobiliser les enseignants, les parents et les professionnels de l'accompagnement. Elle se poursuit dans le quartier, grâce aux maisons de jeunes, aux clubs sportifs, aux associations et aux espaces culturels qui offrent des alternatives positives. Prenons l'exemple d'un jeune de seize ans qui quitte l'école et passe ses journées dans la rue. Une bande lui propose de gagner rapidement de l'argent en accomplissant quelques tâches. Si personne n'intervient, le risque de recrutement augmente. En revanche, un accompagnement vers une formation professionnelle, un club sportif ou un projet associatif peut profondément modifier son parcours. La prévention passe aussi par le soutien aux familles et par une meilleure éducation au numérique, afin d'aider les jeunes à développer un regard critique face aux contenus violents diffusés sur les réseaux sociaux.

Comment mesurer l'efficacité de la stratégie nationale ?

Une stratégie ne se juge pas à ses intentions mais à ses résultats. Son évaluation reposera sur plusieurs indicateurs mesurables, l'évolution des violences commises par les bandes, le sentiment de sécurité des habitants, la baisse du décrochage scolaire, l'accès des jeunes à la formation et à l'emploi, ainsi que leur participation aux activités éducatives, sportives et culturelles. Par exemple, si un quartier enregistre moins de violence, davantage de jeunes en formation et une fréquentation accrue des équipements publics, cela traduit une amélioration durable du climat social. L'évaluation devra

être régulière afin d'adapter la stratégie aux évolutions du phénomène.

Quel est l'apport des sciences sociales ?

Les sciences sociales nous permettent de comprendre pourquoi certains jeunes basculent dans la violence alors que d'autres, confrontés aux mêmes difficultés, suivent un parcours totalement différent. Elles analysent les transformations des quartiers, les liens sociaux, le rôle de la famille, de l'école et de l'environnement local. Par exemple, deux quartiers peuvent présenter un niveau de précarité comparable. Pourtant, celui qui dispose d'un tissu associatif actif, d'équipements de proximité et d'une forte implication des habitants connaît souvent moins de violence. Ces travaux aident les décideurs à construire des politiques mieux adaptées aux réalités du terrain.

L'Algérie peut-elle s'inspirer d'expériences étrangères ?

Oui, mais sans les reproduire mécaniquement. Plusieurs pays ont obtenu des résultats intéressants grâce à la prévention précoce, au soutien aux familles, à la médiation sociale ou à la réinsertion des jeunes. Ces expériences montrent qu'il n'existe pas de modèle unique. Chaque stratégie doit être adaptée à l'histoire, au cadre juridique et aux réalités sociales du pays. L'Algérie dispose de nombreux atouts : une forte solidarité familiale, des institutions présentes sur l'ensemble du territoire, un mouvement associatif en développement et un cadre juridique renforcé. C'est sur ces ressources que doit s'appuyer notre stratégie.

Quel message souhaitez-vous adresser aux citoyens ?

La sécurité est une responsabilité partagée. Les institutions ont un rôle essentiel, mais elles ne peuvent agir seules. Les familles, les enseignants, les associations, les élus locaux, les médias et les citoyens contribuent tous à prévenir la violence en renforçant les liens sociaux et en accompagnant les jeunes. Je voudrais également m'adresser directement à la jeunesse.

Les bandes peuvent donner l'illusion d'une reconnaissance rapide ou d'un gain facile, mais elles conduisent le plus souvent à l'impasse. À l'inverse, l'éducation, la formation, le travail, le sport et l'engagement citoyen ouvrent de véritables perspectives d'avenir. Au fond, la stratégie nationale ne vise pas seulement à lutter contre les bandes de quartier. Elle ambitionne de construire des quartiers plus sûrs, plus solidaires et plus inclusifs, où chaque jeune trouve sa place et puisse contribuer pleinement au développement du pays.

PALESTINE OCCUPÉE

Un million de femmes et de jeunes filles privées d'aide humanitaire depuis janvier 2025

Au moins un million de femmes et de jeunes filles sont privées d'aide humanitaire depuis janvier 2025 en raison des coupes budgétaires qui frappent les organisations de femmes intervenant dans les crises, alerte un rapport publié vendredi par ONU Femmes.



"Quelque 120 millions de femmes et de filles ont besoin d'aide humanitaire", indique ONU Femmes. Selon ce rapport, qui s'appuie sur les réponses de 855 organisations dirigées par des femmes et organisations de défense des droits des femmes dans 52 pays touchés par des crises et des conflits, neuf organisations de femmes sur 10 "ne sont plus en mesure de satisfaire aux besoins actuels, conséquence de la baisse annuelle la plus importante jamais enregistrée de l'aide publique au développement".

"Les organisations de femmes menacées de fermeture se trouvent en première ligne face aux crises humanitaires les plus graves au monde. Dans des pays comme l'Afghanistan, la République démocratique du Congo et Haïti, elles interviennent là où les acteurs internationaux ne peuvent pas le faire et restent sur place bien après que l'attention mondiale s'est tournée vers d'autres sujets", explique dans un communiqué Sofia Calltorp, cheffe de l'action humanitaire à ONU Femmes.

"Chaque dollar retiré aux organisations de femmes est un dollar retiré aux victimes de violences sexuelles liées aux conflits, aux mères déplacées, aux filles contraintes de quitter l'école et aux communautés qui luttent pour survivre", ajoute-t-elle, alors que selon le rapport "les besoins atteignent des

niveaux historiques".

Ainsi, 65% des organisations dirigées par des femmes indiquent que leur personnel travaille sans rémunération afin d'assurer la continuité des services, tandis que près de la moitié font état d'une augmentation de l'épuisement professionnel parmi leurs équipes.

ONU Femmes avertit également que les violences sexuelles liées aux conflits ont doublé en 2025, "au moment même où les systèmes conçus pour protéger les survivantes sont en train de s'effondrer".

UN MARTYR ET QUATRE BLESSÉS LORS D'UN RAID D'OCCUPATION VISANT UN VÉHICULE DANS LE CENTRE DE LA BANDE DE GAZA

Un citoyen a été tué et quatre autres ont été blessés hier, dans un raid d'occupation israélienne dans le centre de la bande de Gaza.

Notre correspondant a rapporté qu'un drone israélien a visé un véhicule civil sur le pont de Wadi Gaza dans la bande de Gaza centrale avec quatre missiles, tuant un citoyen et en blessant quatre autres. Il a ajouté que le corps du martyr avait été transporté par des équipes d'ambulanciers de la Société du Croissant-Rouge palestinien à l'hôpital des martyrs d'Al-Aqsa à Deir al-Balah, tandis que les blessés ont été transportés à l'hôpital d'Al-Awda dans le camp de Nuseirat.

Des sources médicales dans

la bande de Gaza ont annoncé que le bilan de l'agression de l'occupation s'élevait à 73221 martyrs et 173643 blessés depuis le 7 octobre 2023.

Elles ont expliqué que le nombre total de martyrs depuis le cessez-le-feu du 11 octobre s'élevait à 1 098, que les blessés étaient 3 535 et que 800 corps avaient été retrouvés

L'OCCUPATION DÉCIDE D'ÉLOIGNER UN CITOYEN DE JÉRUSALEM DE LA MOSQUÉE AL-AQSA PENDANT 5 MOIS

Aujourd'hui, samedi, les autorités d'occupation israéliennes ont pris la décision d'expulser un citoyen de Jérusalem de la mosquée bénie d'Al-Aqsa pendant cinq mois.

Des sources locales ont rapporté que les autorités d'occupation ont décidé de retirer le citoyen Fadl Abu Sunaina de la mosquée Al-Aqsa jusqu'au 31 décembre de cette année, après qu'il a été arrêté avant les prières d'hier, vendredi, dans la zone de Bab Hatta, l'une des portes de la mosquée Al-Aqsa.

PLUSIEURS BLESSÉS LORS D'UNE ATTAQUE DE L'OCCUPATION ET DES COLONS SUR UNE MAISON À AL-MUGHAYER, À L'EST DE RAMALLAH

Aujourd'hui, samedi, un certain nombre de citoyens ont été blessés par des balles réelles, des balles en métal recouvertes de caoutchouc et des bombes assourdissantes lors d'une attaque menée par l'armée d'occupation israélienne et des colons sur une maison dans le village d'Al-Mughayer, à l'est de Ramallah.

Selon des sources locales, l'occupation et les colons ont attaqué la maison familiale du citoyen Muhammad Hamid

Abu Alia, blessant un citoyen à la cuisse par balles réelles et deux autres citoyens par balles recouvertes de caoutchouc, tandis que l'enfant Raed Awda Abu Alia de 10 ans, a été blessé par une bombe sonore à la tête, et ils ont été transférés à l'hôpital.

Il est à noter que ce matin, les colons ont libéré leur bétail sur les terres des citoyens au sud du village, causant de graves dommages aux cultures et aux arbres.

LES COLONS FONT PAÎTRE LEURS MOUTONS DANS LES TERRES D'AL-MUGHAYER, À L'EST DE RAMALLAH

Samedi matin, les colons ont pâture leur bétail sur des terres appartenant à des citoyens dans le village d'Al-Mughayer, à l'est de Ramallah.

Selon des sources locales, les colons ont fait paître du bétail sur des terres agricoles dans la région d'Al-Khalayel, au sud d'Al-Mughayer, sous la protection des forces d'occupation, et ont causé des dégâts aux cultures.

L'UNION EUROPÉENNE DISCUTERA LUNDI PROCHAIN D'UNE INTERDICTION DES PRODUITS PROVENANT DES COLONIES ISRAËLIENNES EN CISJORDANIE

Lundi prochain, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne discuteront de l'interdiction d'importer des produits en provenance des colonies israéliennes, suite aux pressions exercées par un certain nombre d'États membres du bloc pour qu'ils prennent des mesures.

Les diplomates ont déclaré que la discussion, qui aura lieu lors d'une réunion à Bruxelles

lundi, aiderait à montrer l'étendue du soutien disponible pour aller de l'avant avec ces mesures.

Les pays de l'Union européenne, dont l'Irlande, les Pays-Bas et l'Espagne, ont imposé leurs propres restrictions commerciales aux colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, ce qui est illégal au regard du droit international. Sous la pression croissante sur le bloc pour agir, des options ont été avancées cette semaine pour limiter les échanges avec les colonies, y compris une interdiction. Il y a un désaccord dans l'Union sur la question de savoir si cette mesure nécessite le consensus des 27 pays ou si une majorité est suffisante pour cela. Les violences des colons et les mesures de l'occupation entraînent le déplacement de davantage de Palestiniens. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a déclaré vendredi, que l'agression israélienne continue contre les camps de réfugiés de Cisjordanie, le renforcement des restrictions de circulation, les démolitions, l'expansion des colonies et les violences perpétrées par les colons ont entraîné le déplacement d'un plus grand nombre de Palestiniens, aggravé les risques pour leur protection et restreint davantage leur accès au logement, aux moyens de subsistance et aux services essentiels. L'OCHA a indiqué que depuis début juillet, les démolitions ont déplacé 67 personnes et détruit 24 structures, dont deux construites grâce à des fonds de donateurs pour venir en aide aux Palestiniens dans le besoin. Les attaques et démolitions menées par les colons depuis le début de l'année ont déplacé plus de 3 200 Palestiniens, soit une moyenne de 17 personnes par jour, le double de la moyenne quotidienne enregistrée au cours des trois années précédentes.

Concernant Gaza, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a signalé que les forces d'occupation israéliennes ont tué un chauffeur travaillant pour l'un de ses partenaires logistiques alors qu'il transportait de l'aide du point de passage de Kerem Salem à l'entrepôt de l'organisation à Gaza.

L'OCHA a noté que « World Kitchen » a demandé une enquête approfondie et que les responsables de ce meurtre soient traduits en justice.

L'OCHA a réaffirmé l'obligation de protéger les civils et les infrastructures civiles en vertu du droit international humanitaire.

MINISTÈRE LIBANAIS DE LA SANTÉ

Le bilan des victimes de l'agression israélienne s'élève à 4 321 morts

Le bilan des victimes civiles de l'agression israélienne au Liban a atteint 4 321 morts, selon le ministère libanais de la Santé. Le ministère a annoncé avoir recensé 4 321 décès et 12 207 blessés depuis le début de l'agression israélienne au Liban le 2 mars 2026.

La météo impacte-t-elle notre santé physique et mentale ?

Plusieurs études démontrent que la météo aurait une influence sur notre mental, mais aussi sur notre corps.

Météosensibles : corps et mental réagissent à la météo

L'arrivée du mauvais temps entraînerait pour 25% de la population une déprime saisonnière. Deux études ont été menées au Canada et en Allemagne. Les résultats démontrent que les variations d'humidité, de température et de pression atmosphérique entraîneraient des migraines, des douleurs articulaires, de l'irritabilité, des vertiges, de l'épuisement, voire de la dépression. Cependant, les degrés de sensibilité diffèrent en fonction de l'individu. En effet, certaines per-



sonnes y sont plus sensibles que d'autres. « Ce sont souvent des personnes qui ont une fragilité de la glande surrénalienne ou de la thyroïde » révèle la Dr Michèle Guyader, médecin généraliste. Marie Romanens, psychanalyste, indique que « les intersaisons, automne et printemps, sont des moments particulièrement cri-

tiques pour les plus fragiles ». Le printemps « demande, après un certain temps d'endormissement hivernal, de réveiller notre agressivité vitale, cet élan de vie qui nous a fait naître au monde et nous permet d'y grandir. Pour certains, cette transition peut générer de l'angoisse ». Elle ajoute également que « quand

quelqu'un se plaint beaucoup du climat, il dit autre chose bien sûr : sa vulnérabilité, son anxiété, ses sentiments dépressifs. C'est une façon de signifier son mal-être tout en restant dans son quant-à-soi ». « L'étude des effets du climat sur les êtres vivants est une science relativement récente », atteste le bioclimatologue Jean-Claude Cohen, directeur du service santé et météo à Météo-France. Peu d'études ont été réalisées, car il est difficile d'analyser comment le temps influence l'humeur, beaucoup de facteurs rentrant notamment en compte. S'il n'est pas prouvé scientifiquement que le temps impacte ou non notre bien-être, il est certain que la météo, c'est « la goutte d'eau qui fait déborder le vase » comme le dit Jean-Claude Cohen.

La luminothérapie comme solution

La lumière influence notre horloge biologique et saisonnière, qui est située dans notre cerveau et qui nous permet de

programmer notre organisme grâce au jour et à la nuit. C'est pour cette raison que le changement d'heure est souvent brutal et que notre horloge interne a besoin d'un temps d'adaptation. Il est donc important de s'exposer le plus possible à la lumière naturelle. « En réalité, plus que la météo, c'est l'absence de lumière qui a un impact négatif sur notre organisme » révèle Johanna Rozenblum, psychologue clinicienne. Autre option : une demi-heure d'exposition quotidienne à une lumière blanche d'une intensité lumineuse de 10 000 lux. Il est également important de respecter son rythme du sommeil. « La dépression saisonnière peut provoquer une hypersomnie qui, si on l'écoute, peut aggraver les symptômes dépressifs » indique le psychiatre Hervé Montès, président de l'Association française de thérapie comportementale et cognitive.

Les 3 aliments indispensables pour renforcer votre immunité naturellement

Tout particulièrement en hiver, il est important de renforcer son immunité pour lutter contre les virus et la fatigue. Heureusement, cela peut se faire grâce à votre alimentation.

Des agrumes, de l'ail et du gingembre pour renforcer son immunité

L'alimentation est la meilleure médecine. Ainsi, si vous souhaitez renforcer votre immunité cet hiver, certains aliments peuvent vous y aider. C'est notamment le cas de :

L'ail est connu pour ses vertus santé, notamment grâce à l'un de ses composés : l'allicine. Ce dernier « améliore la réponse de certains types de globules

blancs du corps à la lutte contre les maladies lorsqu'ils entrent en contact avec des virus, tels que les virus responsables des rhumes ou de la grippe » expliquent les experts de Medcover Hospitals ;

Les agrumes : « De 19 mg pour la clémentine à 53 mg pour le citron, la vitamine C est indispensable au renforcement de l'immunité. En hiver, elle aide à se défendre contre les agressions microbiennes et la fatigue hivernale » explique Marjorie Crémadès, diététicienne et micro-nutritionniste ;

Le gingembre : « Le gingembre et le curcuma sont intéressants si vous êtes sujet aux infections, grâce à leurs proprié-

tés anti-inflammatoires » détaille Pascal Nourtier, nutritionniste.

Renforcer son immunité : misez sur les bonnes graisses !

« Elles ont plusieurs fonctions vitales pour l'organisme (énergétique, hormonale, cérébrale...) et sont le constituant de nos membranes cellulaires. Les bonnes graisses définissent leurs fluidités et permettent ainsi l'échange entre cellules assurant, entre autres, certaines fonctions immunitaires » explique Aurélie Corbaz, micro-nutritionniste. Au contraire, les mauvaises graisses risquent de rendre les membranes cellulaires rigides, rendant difficiles ces échanges. Il est donc préfé-

rable de mettre de côté les produits industriels ou transformés de mauvaise qualité. Optez pour le naturel en choisissant de bonnes huiles végétales pressées à froid comme l'huile d'olive, de colza, de noix, de chanvre, de sésame... À raison d'une à deux cuillères à soupe par jour. Il est aussi possible de consommer des oléagineux et des poissons gras de qualité. « En plus de renforcer votre immunité, ces bonnes graisses ont une action anti-inflammatoire limitant par la même occasion des perturbations immunitaires » conclut la spécialiste.

Les 10 bruits les plus gênants que fait notre corps !

Notre corps n'est pas toujours silencieux : il s'exprime de différentes façons, notamment par des bruits parfois étranges ou gênants. Si certains sont normaux, d'autres sont révélateurs de maladie et doivent être pris au sérieux.

Les gargouillis d'estomac

Les gargouillis d'estomac surviennent essentiellement dans deux contextes particuliers : lors de la digestion, surtout si le repas était copieux, ou lorsqu'on a faim. L'estomac, en se contractant pour mélanger le solide et le liquide, produit naturellement des gaz. Ils sont d'autant plus présents lorsque de la nourriture n'a pas été consommée depuis plusieurs heures car l'estomac envoie des messages au cerveau pour « indiquer qu'il est l'heure de manger ». Les muscles digestifs se contractent alors comme pour se préparer à la digestion d'où des bruits insolites.

Les renvois

L'éruption, plus familièrement appelé « rot » ou « renvoi » correspond à l'expulsion de gaz du tube digestif provenant de l'estomac et de l'œsophage par la bouche. Bien souvent sonore, il est un signe d'impolitesse dans

les pays occidentaux d'où la gêne ressentie lorsqu'il ne peut être réprimé. Les aliments qui fermentent et les repas riches le favorisent. Une tisane digestive en fin de repas est préconisée pour les réduire.

Les gaz

Les gaz sont dus au développement des bactéries dans l'intestin lors de la digestion. Ils sont provoqués par l'ingestion d'aliments qui fermentent (fruits, légumes, féculents, produits laitiers). Les flageolets et le chou sont deux aliments mis notamment au "banc des accusés". Pour se prémunir de leurs « effets secondaires », les flageolets seront trempés dans de l'eau froide 4 heures minimum avant cuisson et le chou sera blanchi. L'ail réduit par ailleurs les flatulences, il est donc recommandé dans les plats contenant des aliments qui fermentent ou en cas de digestion difficile.

Le pet vaginal

Le pet vaginal est une expulsion d'air provenant du vagin. Il se produit le plus souvent pendant un rapport sexuel ou durant les règles lorsque l'air pénètre dans le vagin à l'occasion d'un mouvement brusque, ou, de va-

et-vient. Il est dû au relâchement musculaire des muscles vaginaux. Bien qu'il soit inodore et ne révèle aucun trouble pathologique, il est extrêmement gênant pour la jeune fille, surtout au début de sa vie sexuelle, d'où l'intérêt d'en parler et de le démythifier.

Le hoquet

Le hoquet est la conséquence d'une contraction involontaire du diaphragme qui provoque la fermeture de la glotte d'où un bruit sec et rapide. Bien souvent, le hoquet, déclenché par un repas trop copieux ou pris trop rapidement, dure toute la journée par intermittence. Il est pénible (notamment pour l'entourage) mais jamais grave, sauf s'il devient chronique, auquel cas il vaut mieux consulter son médecin traitant.

Le ronflement

Peu agaçant lorsqu'on dort seul puisque l'intéressé lui-même ne s'en rend pas compte, le ronflement est provoqué par la fermeture du larynx, ayant pour conséquence une obstruction plus ou moins importante de l'air qui fait vibrer les tissus de la gorge. S'il prête à sourire, il peut néanmoins être révélateur de

pathologies (apnée du sommeil, troubles ORL) et avoir des conséquences néfastes sur la santé (problèmes cardiaques, hypertension, etc.)

Le grincement de dents

Touchant entre 5 et 10% de la population, le grincement des dents, appelé également « bruxisme » est provoqué par le frottement des dents des mâchoires du haut et du bas. Provoqué involontairement, il a surtout lieu la nuit et apparaît chez les personnes anxieuses ou subissant une période de stress. A terme, il peut provoquer une érosion dentaire prématurée ayant pour conséquence des fractures dentaires. La sophrologie est recommandée pour le soigner.

Les articulations qui craquent

Les craquements des articulations peuvent être provoqués volontairement ou involontairement lorsqu'on s'étire ou que l'on effectue un mouvement rapide. Ils sont dus à des gaz qui se trouvent dans le liquide synovial chargé d'assurer le transport des nutriments au cartilage. Parfois gênant mais normal, ils doivent faire l'objet d'une

consultation s'ils s'accompagnent de douleurs.

Le bourdonnement d'oreilles

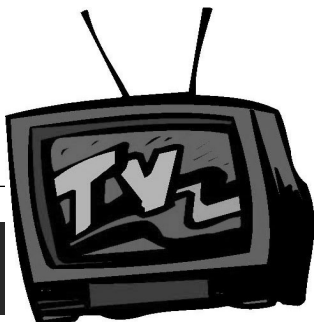
Craquement, grésillement, sifflement, les bourdonnements d'oreille peuvent constituer une vraie gêne au quotidien, surtout s'ils sont chroniques. Leur cause est multifactorielle : acouphènes, maladie de Ménière, déséquilibre de l'oreille interne, stress, maladies cardiovasculaires, traumatisme sonore (concert), etc.

C'est pourquoi, un bilan auditif poussé est indispensable pour pouvoir cerner l'origine des bourdonnements et mettre en place un traitement adapté.

Le sifflement des poumons

Pendant la respiration, les poumons se remplissent d'air et l'oxygène remplace le dioxyde de carbone dans les alvéoles. Ce processus est inaudible sauf en cas d'inflammation des voies respiratoires, résultante d'une bronchite ponctuelle ou d'un asthme chronique.

D'autres causes plus ou moins graves peuvent également être à l'origine d'un sifflement, c'est pourquoi il est préférable de consulter son médecin lors de l'apparition de ce symptôme.



Selection du jour

TF1

20h10

Inestimable

Avec Didier Bourdon, Eric Fraticelli, Philippe Corti, Michel Vuillermoz, Lelia Fraticelli, Alexandra Franchi, Véronique Volta, Roselyne de Nobili, Didier Ferrari, Samuel Torres Bianconi, Roselyne de Nobili, Jean-François Perrone, Denis Braccini, Frédéric Poggi, Michel Ferracci

Félix, François et Ange ont besoin d'argent rapidement et la chance leur sourit lors d'une partie de pêche sous-marine où Félix trouve des pièces d'or anciennes. L'expertise est formelle : le trésor est composé de monnaies romaines, de médaillons et d'objets en or datant du IIIe siècle. Conscients du bénéfice qu'ils peuvent tirer de cette découverte, les trois amis mettent la main sur le butin, mais leur soudaine richesse est loin de passer inaperçue.



5
20h05

Les 100 lieux qu'il faut voir

La collection «Les 100 lieux qu'il faut voir» offre des promenades et des rencontres authentiques à travers toutes les régions de France. Ce nouvel épisode part à la découverte de la côte Atlantique à l'époque de la Belle Époque. Cette période, qui s'étend de la fin du XIXe siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, a vu l'essor des stations balnéaires qui continuent d'attirer les vacanciers aujourd'hui encore. De La Baule, où la villégiature huppée a débuté, à Noirmoutier, en passant par Saint-Nazaire et son patrimoine portuaire unique, nous redécouvrons cette page d'histoire aux côtés des habitants de la région.



6
20h10

Capital

Présenté par : Julien Courbet

Au sommaire : «Accessoires de plage : ils vont révolutionner votre été !». Chariot de plage, canapés pliables ultraconfortables ou aquashoes : finie l'époque où l'on partait bronzer, les bras légers, avec une simple serviette à l'épaule. Aujourd'hui, les Français veulent du confort, n'hésitent plus à s'équiper



comme des rois et installent des campements sur le sable. - «Villas grand luxe, mobile-homes suréquipés : au camping comme à l'hôtel !». Le camping reste la star incontestée de l'été : 120 millions de nuitées l'an dernier. Et pour battre ce record, tout le secteur adopte la même stratégie : la montée en gamme.

france
2

20h10

Le sens de la famille



Avec Alexandra Lamy, Franck Dubosc, Christiane Millet, Rose de Kervenoaël, Mathilde Roehrich, Nils Othenin-Girard, Artus, Jackie Berroyer, Christophe Canard, Gil Alma

Un matin, les Morel se réveillent avec un gros problème. Ils découvrent que l'esprit de chacun est coincé dans le corps d'un autre membre de la famille ! Chacha, 6 ans, se retrouve dans le corps de Papa, Papa dans le corps de son ado de fils, le fils dans le corps de la grande soeur, la grande soeur dans le corps de la mère, et la mère dans le corps de Chacha... Vous n'avez pas suivi ? Eux non plus. Et ce n'est que le début. La situation est encore plus complexe qu'ils ne le pensaient car, à chaque nuit, ils changent encore de corps.

france
3

20h10

Hudson & Rex

Avec Luke Roberts, Mayko Nguyen, Kevin Hanchard, Justin Kelly, Dylan Roberts, Russell Sams, David Klein, Caitlin McNerney, Eric Miracle

Un décès survenu pendant la diffusion en direct d'une émission de télé-réalité de survie conduit Mark et ses collègues à découvrir un meurtrier déguisé en attaque d'ours. L'équipe met en place un piège filmé pour attraper le meurtrier.



W9
20h25

Belle et Sébastien

Avec Robinson Mensah Rouanet, Michèle Laroque, Alice David, Caroline Anglade, Syrus Shahidi, Aurélien Recoing, Lou Lambrecht, Noa Faure-Duval, Noam Grasset, Alois Pedrono, Eloan Bernasconi-Straub, Raphael Sevault, Inès Pech, Samuel Mathieu, Mikaël Alhawi

Sébastien, 10 ans, est envoyé en vacances chez sa grand-mère, éleveuse de chèvres dans les Hautes-Pyrénées. La transhumance approche et le jeune parisien va devoir s'acclimater à la vie à la ferme. Le jeune homme fait alors la rencontre de Belle, chienne gardienne de troupeau, maltraitée par son maître. Sébastien la libère de sa cage et Belle vient le retrouver à l'estive, marquant le début d'une longue amitié.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Edité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e-mail :
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail :agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.

7 398 EN FRANCE en 2024, sur 661 822 nourrissons, 7 398 sont nés morts ou sont décédés au cours des 7 premiers jours de leur existence.

ÉTATS-UNIS-IRAN

Les négociations devraient reprendre prochainement

Les négociations entre les États-Unis et l'Iran devraient reprendre après que des responsables iraniens ont reconnu en privé avoir tiré sur des navires dans le détroit d'Ormuz, qualifiant l'incident d'« erreur », vendredi, selon ABC News, citant des responsables américains.

« Ils sont revenus vers nous et ont demandé de nouvelles discussions pour tenter de régler certains des problèmes », a déclaré un responsable américain cité par le média. « Nous espérons parvenir à un point où ils diront publiquement qu'ils arrêteront de tirer sur des navires et reconnaîtront, explicitement ou implicitement, qu'ils ont commis une erreur. Nous travaillons là-dessus actuellement. » Selon le rapport, un haut responsable américain a ensuite ajouté : « Ils sont donc revenus à la table et ont dit : "Nous avons fait une erreur. Nous nous sommes trompés. Continuons à discuter." » Le responsable américain a ajouté que Trump avait « donné des instructions » aux équipes pour reprendre les discussions, tout en avertissant que si l'Iran continuait à « tirer sur des navires ou à mener

toute autre action hostile, alors nous riposterons ».

LES ÉTATS-UNIS ÉVOQUENT UNE DIRECTION IRANIENNE «DIVISÉE»

Un autre responsable américain a également apporté des précisions sur les récentes frappes contre des navires dans le détroit d'Ormuz, affirmant qu'elles provenaient d'« une partie isolée du système iranien » qui « cherchait à faire échouer l'accord » conclu entre les deux pays le mois dernier.

Un autre responsable a déclaré que les frappes illustraient le caractère fracturé du système politique iranien, partagé entre ce que les États-Unis qualifient de « partisans de la ligne dure » et de « personnes rationnelles ».

« Nous disposons de nombreuses options si les partisans de la ligne dure prennent le dessus. Mais nous continuons à penser que les personnes rationnelles au sein de leur système seront capables de contenir ces éléments plus radicaux. On ne sait jamais. On ne peut pas prédire l'avenir », a déclaré le responsable.

Malgré l'augmentation des tensions, un autre haut responsable américain a estimé que « l'Iran montre de nombreux signes indiquant qu'il souhaite conclure cet accord ».

Des responsables américains de haut niveau ont également indiqué que Washington exigeait de Téhéran une déclaration publique « reconnaissant que toutes les voies du détroit d'Ormuz sont ouvertes et qu'ils ne tirent plus sur les navires ».

Selon un responsable américain cité dans le rapport, l'un des principaux résultats



attendus des discussions serait que l'Iran accepte que le détroit d'Ormuz reste ouvert de la même manière qu'avant le conflit.

D'après le rapport, un responsable américain a également indiqué que la question du nucléaire iranien « reste toujours pleinement sur la table », ajoutant que les matières nucléaires constituent un élément essentiel de l'accord.

DES RESPONSABLES QATARIS EN DISCUSSIONS AVEC L'IRAN ET OMAN POUR ROUVRIRE LE DÉTROIT D'ORMUZ

Des responsables qataris participent à des discussions entre l'Iran et Oman à Mascate en vue d'une réouverture au

moins partielle du stratégique détroit d'Ormuz, samedi selon Axios, citant un diplomate informé du dossier.

Les parties discuteraient notamment d'une éventuelle déclaration portant sur l'ouverture complète de la « voie médiane » du détroit d'Ormuz, située dans les eaux internationales, afin de garantir une circulation libre et totale.

Plus tôt cette semaine, le président américain Donald Trump avait affirmé que l'Iran avait indiqué vouloir reprendre les discussions avec Washington, avant que Téhéran ne démentisse ces déclarations. Trump avait également déclaré que, même en cas de reprise des négociations, le cessez-le-feu était « terminé ».

R. I.

Post scriptum

Par : B. Khemis

Le phénomène climatique El Nino s'est renforcé au cours du dernier mois et devrait très probablement se classer "parmi les plus importants" jamais enregistrés lors de son pic prévu entre octobre et décembre, ont annoncé jeudi les prévisionnistes américains.

L'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) estime désormais à 81% les chances que cet épisode d'El Nino soit "très fort", ce qui en ferait l'un des plus intenses enregistrés depuis le début des mesures en 1950. El Nino est une variation naturelle du climat qui réchauffe les températures de surface dans le centre et l'est de l'océan Pacifique équatorial.

Si chaque El Nino est différent, le phénomène a historiquement provoqué ou intensifié des sécheresses dans certaines régions de l'Amazonie, d'Amérique centrale, d'Indonésie et d'Australie, des perturbations de la mousson en Inde et des pluies diluviennes dans l'est de l'Afrique.

Selon les météorologues américains, les températures à la surface sont déjà 1,2 C au-dessus de la moyenne dans une portion définie du Pacifique équatorial. Associé au réchauffement des eaux sous la surface et à l'évolution des vents et des régimes de pression, "le système océan-atmosphère a reflété un renforcement du phénomène El Nino", expliquent-ils.

Combiné au changement climatique d'origine humaine, le dernier El Nino a contribué à faire de 2023 la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée et de 2024 l'année la plus chaude. Le phénomène se produit généralement tous les deux à sept ans et dure environ neuf à

douze mois. Une fois passé, la chaleur océanique se dissipe lentement et peut continuer à faire grimper les températures mondiales l'année suivante, ce qui explique que de nombreux climatologues craignent que 2027 batte le record de l'année la plus chaude jamais enregistrée. Comment El Niño pourrait frapper l'Afrique sur plusieurs fronts ? Les agriculteurs africains se préparent à faire face à des extrêmes climatiques opposés, alors que les scientifiques prévoient une saison de super El Niño : des cultures asséchées dans le Sud, l'Est submergé par les eaux, et des pluies imprévisibles au Sahel. Dans ce blog, nous explorons les conséquences potentielles pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les moyens dont disposent les agriculteurs pour s'adapter.

UN PHÉNOMÈNE CLIMATIQUE, TROIS RÉALITÉS AFRICAINES

En juillet 2023, l'Organisation météorologique mondiale a confirmé l'arrivée d'un phénomène El Niño qui allait devenir l'un des plus puissants jamais enregistrés : un réchauffement anormal du Pacifique équatorial qui, par l'interaction des courants et des vents, modifie la répartition des précipitations à des milliers de kilomètres de là. Il convient toutefois de distinguer deux notions souvent confondues. El Niño relève de variabilité climatique, un cycle naturel qui revient tous les deux à sept ans avant de s'estomper. Le changement climatique, en revanche, est d'origine humaine, il

s'agit d'une tendance à long terme (30 ans) et donc durable. Les deux phénomènes ne s'opposent pas : ils se recoupent. En augmentant la température de référence de la planète, le réchauffement rend chaque épisode d'El Niño plus chaud, et donc potentiellement plus extrême, ce qui justifie, cette année, l'appellation de « super » El Niño.

Ses effets s'étendent bien au-delà des champs. Ils touchent la production d'électricité, lorsque les barrages manquent d'eau, et la santé publique, lorsque la pénurie d'eau potable ouvre la voie à des épidémies. Mais leur caractéristique la plus déroutante reste leur manque d'uniformité. Sur un même continent, et parfois au même moment, El Niño peut produire des signaux diamétralement opposés : il assèche l'Afrique australe, fait gonfler les rivières d'Afrique de l'Est et désorganise les saisons au Sahel.

En remontant vers le Sahel, la céréale change, et avec elle tout le calendrier agricole. Le maïs cède la place au mil, au sorgho, à l'arachide et au niébé, des cultures rythmées par une mousson devenue capricieuse. Ici, El Niño ne se manifeste ni par une sécheresse totale ni par un déluge, mais par l'imprévisibilité. Les pluies arrivent tard et repoussent les semis ; elles s'interrompent et obligent à ressemer ; puis un violent orage noie les jeunes plants en un après-midi. Pour l'agriculteur (rice), le problème n'est pas tant qu'il pleuve trop ou trop peu, mais qu'il (elle) ne sache plus quand il va pleuvoir, et ne puisse donc plus planifier.

Au Sahel, les épisodes El Niño ont souvent été historiquement associés à une réduction des précipitations, à des périodes sèches plus longues et à une hausse des températures. Cependant, les connaissances scientifiques récentes montrent que la relation entre l'ENSO et les pluies sahéliennes n'est ni constante ni systématique. L'impact d'El Niño dépend fortement de l'état des autres bassins océaniques, notamment l'Atlantique tropical, la Méditerranée et l'océan Indien. La méthodologie de l'Alliance pour anticiper les crises sahéliennes le rappelle : le risque y est rarement purement climatique. Il se mêle au risque de conflit, dans la compétition pour l'eau et les terres, ce qui exige d'anticiper non pas un aléa isolé, mais une combinaison de menaces. Une autre hypothèse relie alors le Sahel au reste du monde : le riz. Largement importé en Afrique de l'Ouest, où il est devenu un aliment de base de l'alimentation urbaine, il a vu son prix mondial grimper d'environ un tiers en mars 2024, sous l'effet combiné des déficits liés au phénomène El Niño et des restrictions à l'exportation décidées par certains pays producteurs. Le mécanisme est implacable : un choc de production à l'autre bout de la planète se répercute jusqu'au marché de Dakar. Du champ de millet de Kaffrine à l'assiette de riz d'un foyer de la capitale, c'est la même crise qui circule, preuve que la résilience ne se gagne pas seulement dans les champs, mais aussi sur les marchés.

B. KH.